

le quotidien du peuple

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

MARDI 18 MAI
N° 188 1,50 F
Belgique : 15 F
Commission Paritaire N° 56942

ESPAGNE :
7 000 personnes
à Aranjuez
attaquées par
la Garde Civile
100 blessés
voir page 7

**GISCARD
AUX USA**

LETTE MORTE

Dans sa «lettre à l'Amérique», publiée par la revue *Time*, Giscard aborde la série des sujets qui, selon lui, feront l'objet de son voyage.

Les relations USA-Europe, d'abord : l'Europe, «alliée et amie», doit «avoir les pouvoirs de prendre ses propres décisions». Mais, depuis 1974, la «nouvelle charte atlantique» l'oblige justement à consulter les USA avant de faire le moindre mouvement : le rapport Tindemans, publié en janvier dernier, ne fait qu'aggraver la situation en proposant que des décisions communautaires puissent être prises à la majorité et rendues obligatoires pour les pays participants, dans un continent fortement américanisé.

La remise en ordre du système monétaire international capitaliste : mais, justement, depuis 1971, les Etats-Unis, après s'être servis des années durant de la force de leur monnaie pour aider à leur domination du monde, utilisent désormais sa chute, sans que ses partenaires aient trouvé de réplique. Au contraire, à Rambouillet, en novembre, ils acceptaient que le dollar continue à flotter.

«L'institution d'un ordre mondial plus juste et plus stable» sur le plan économique, c'est-à-dire un dialogue fructueux avec le Tiers Monde. Mais, dans toutes les conférences internationales, Kissinger ne cesse justement de le refuser. Et la France, sans se solidariser entièrement avec lui, a renoncé à affronter nettement sa position.

En somme, sur chacun des chapitres, il y a loin des déclarations d'intention giscardiennes à la réalité des rapports franco-américains. Il restera, en définitive, «l'amitié» d'un chef d'Etat français choisi précisément par notre bourgeoisie, voici deux ans, pour entériner un rapport de forces favorable aux Etats-Unis.

*Ouverture du procès Simeoni,
succès de la journée île morte*

LA CORSE A L'HEURE DE SON PROCES



DE NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL

Le succès de la journée «*Isula morta*» ne fait aucun doute. A Bastia, comme à Ajaccio ou Porto Vecchio, toute activité a cessé pour la journée ; et on a écouté la radio avec attention pour savoir comment débutait le procès. Le plastic s'est tu depuis deux jours, et les dernières explosions dans la nuit de vendredi à samedi, qui visaient des particuliers, ne sont toujours pas revendiquées. La journée «*Isula morta*», dont l'objectif principal était d'avertir le gouvernement quant à l'issue du procès de Simeoni, est aussi l'occasion d'avancer des objectifs les plus immédiats comme la corsisation de l'emploi, la création d'emplois nouveaux, etc...

Simeoni jugé
le fusil
dans le dos

COMPTE-RENDU
D'AUDIENCE

«Messieurs, la Cour !», «Baissez les armes !». Ainsi débute la première audience de la juridiction exceptionnelle devant laquelle doivent comparaître les militants corses. Des gardes armés, qui pointent leurs pistolets mitrailleurs, un général et un colonel médaillés comme des arbres de Noël sur le prétoire, des magistrats froids et cyniques, neuf accusés dans leur box : cultivateurs, employés, médecin, entrepreneur. Edmond Simeoni est là, au milieu de ses camarades.

Il est inculpé de prise de commandement d'une bande armée contre l'autorité de l'Etat, de tentative de l'Etat, de tentative d'homicide volontaire sur des agents de la force publique dans l'exercice de leur fonction. Ses 8 camarades sont inculpés de participation à une bande armée contre l'autorité de l'Etat.

suite p.3

**Péchiney
Aluminium
Grève
à 100 %
hier dans
toutes
les usines**
voir p.5

**o A quelle enseigne
sommes-nous lo-
gés p. 2
o Avec la lutte de
la Sonacotra, tra-
vailleurs immi-
rés : qu'est-ce
qui a changé p. 9**

INNO MONTPARNASSE

*Les deux militantes
inculpées
soutenues par
les travailleurs*

C'est hier que passaient devant la 10^e chambre correctionnelle de Paris, Clémence Torrin et Jocelyne Escarras, toutes deux militantes CFDT. Elles étaient accusées «d'outrage et de délit de rébellion à agents», outrages et délits qu'elles auraient soi-disant commis pendant la grève des employés d'Inno Montparnasse, en octobre 1975. En fait le tribunal le montrera on ne peut mieux, que ce soient les témoins nombreux, l'avocat ou ces deux militantes, il s'agissait bien de réprimer, de faire payer le soutien apporté par ces deux syndicalistes à la grève d'Inno à l'époque.

voir p.4

SOULÈVEMENTS DANS TOUTE LA PALESTINE



voir p.8

Des milliers de Palestiniens ont serré les rangs hier autour de leur frère assassiné dimanche par la police sioniste.

ENQUÊTE

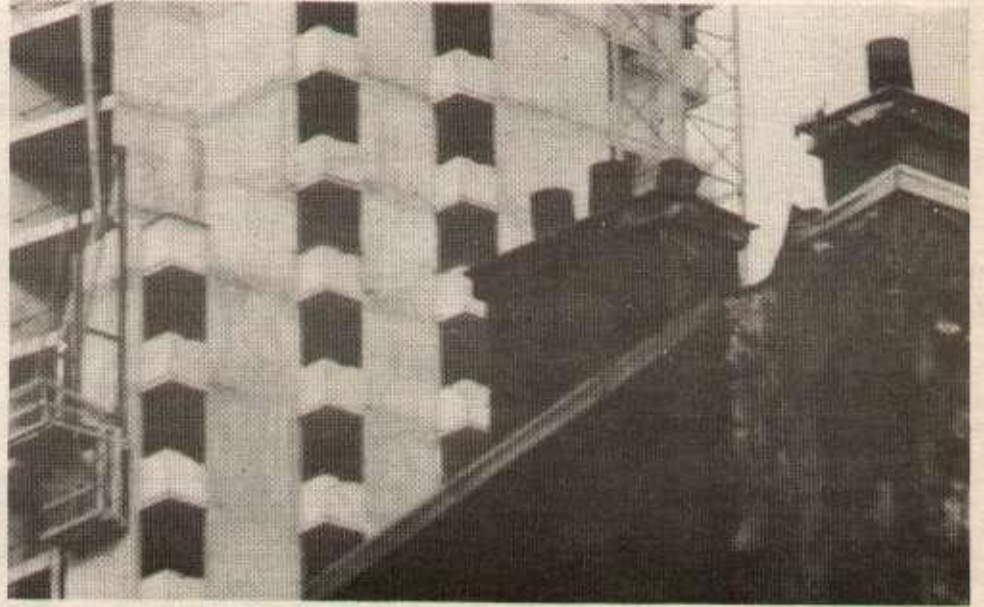
A QUELLE ENSEIGNE SOMMES-NOUS LOGES ! -5-

La Rousse II à Miramas :

Des usines de Fos au logement
LA MÊME LOI DU PROFIT

Nous abordons aujourd'hui, avec ce reportage, le logement moderne. Le logement moderne ne se différencie pas seulement par son architecture du logement ancien, c'est aussi un autre type de réponse au problème du logement des travailleurs. Après avoir laissé au début de l'ère industrielle la question du logement au soin des propriétaires immobiliers, les capitalistes commencèrent à s'occuper eux-mêmes du logement de leurs ouvriers. Les plus importants d'entre eux se firent construire des cités ouvrières qui leur appartenaient en totalité et qu'ils contrôlaient directement. Mais avec le rythme accéléré de l'exode rural et l'énormité des besoins en logement, l'État capitaliste a dû se charger de la plus grande part de la construction du logement social. Progressivement, l'État est passé de la construction de petits ensembles d'immeubles à l'implantation de cités entières puis de

véritables villes avec leurs logements, leurs entreprises, leur infrastructure commerciale, leurs loisirs, etc... afin d'essayer de maîtriser le développement des villes. C'est la règle générale, mais il n'en est pas partout ainsi. Ainsi l'implantation du complexe sidérurgique de Fos a été décidée sans que soit vraiment pensé le logement des ouvriers. Et c'est sans réel plan d'ensemble que des logements ont été construits. Des immeubles HLM ont été construits à la hâte pour faire face aux besoins, alors que des milliers d'ouvriers logeaient dans des habitations de fortune, caravanes en particulier. Le seul souci étant de loger le plus rapidement possible les ouvriers travaillant à la Solmer, les considérations d'urbanisme, d'architecture, de qualité de la vie ne sont pas entrées en ligne de compte, c'est le moins qu'on puisse dire !



UNE Z.A.C. ?

Les blocs de la cité La Rousse II, juste à la sortie de Miramas en venant d'Istres, sont construits sur une ZAC. Savez-vous ce que c'est ? En voyant cet imbricco de béton, de madriers, de constructions achevées, commencées ou semi-finies, vous ne risquez pas de le deviner. Une ZAC est une Zone d'Aménagement Concerté ! C'est l'image la plus pure de la conception capitaliste. Quelle concertation ? Celle des travailleurs entre eux, les constructeurs et les locataires ? Les résultats visibles peuvent déjà nous en faire douter.

DES LOGEMENTS POUR SOLMER
ET LA ZONE DE FOS

«Mon mari est venu dans la région pour travailler à Solmer avant moi et nos deux enfants; il est resté deux mois dans un foyer Sonacotra à Istres pendant que les logements se finissaient dans la région, me dit la femme d'un ouvrier de Solmer, nous ne savions pas où nous serions logés. Solmer réservait un certain nombre d'appartements par cité et nous y envoyait dès qu'ils étaient terminés ou presque. Quand nous sommes arrivés, il y avait cet immeuble, celui d'à côté était en construction et en face, c'était un terrain vague, on allait y ramasser du romarin. Devant notre porte, quand il pleuvait, c'était un tas de boue».

Même pas finis, à peine habitables, les logements étaient occupés par les familles séparées pendant plusieurs semaines. «Que voulez-vous, ils savaient que l'on accepterait ces logements, on n'avait pas le choix, c'était ça ou une séparation prolongée avec les gosses» m'explique une locataire.

La garrigue et les quelques arbres arrachés par les bulldozers ont rapidement cédé leur place à une superposition de «cages à lapins» pompeusement baptisées HLM. Si les loyers sont relativement modérés, entre 450 et 480F avec les charges, pour un F3 et entre

520 et 550F pour un F4, par contre les charges sont curieusement élastiques.

ON CONSTRUIT,
ON LOGE,
ON CONSTRUIT,...

Les premiers locataires de la cité ont eu le «privilege» d'avoir de la compagnie pendant plusieurs mois : «Les escaliers ont été poncés quand nous étions là» bien entendu les entreprises commencent à 8 heures, les locataires ont pu apprécier le doux réveil sur fond musical d'une ponceuse en action au pied de leur porte. Mais ce n'était là qu'un avant goût : «Pendant 4 à 5 mois nous avons dû régulièrement appeler les entreprises pour une fuite de gaz, un tuyau d'eau crevé, un radiateur percé ou mal branché», chaque appartement garde le souvenir de ces différents passages ; les ouvriers devant effectuer de très nombreuses réparations dans la même journée, les entreprises ont laissé le finissage aux bons soins de chacun. «Avant d'installer quoi que ce soit, nous avons dû nettoyer tout l'appartement» vous diront les «pionniers» qui ont consacré leur temps de loisirs à enlever les traces de peintures, de plâtre, de ciment, de colle pour la tapisserie et le revêtement des sols. Les bricoleurs ont appris à cacher une soudure ou une réparation de cloison terminée en catastrophe, certains en ont profité pour montrer à leur femme et leurs

enfants comment se servir d'un rabot pour permettre aux portes de se fermer ou comment poser des bandes adhésives autour des fenêtres pour ne pas sentir passer le mistral d'une pièce à l'autre.

Pour les réparations rapides ou urgentes, la Logirem fait venir un réparateur dans les jours ou les heures qui suivent, mais quand un logement est trop endommagé, il est tout simplement fermé : «Vous voyez dans les WC et la salle d'eau, la peinture est presque totalement partie; c'est à cause de l'eau qui a ruisselé sur les murs pendant une fuite dans l'appartement situé deux étages au dessus de nous. Ça fait plus d'un an, les assurances doivent payer et la Logirem ne fait rien tant que les assurances ne se prononcent pas. Là où il y a eu la fuite, les gens sont partis depuis un an et le logement est fermé, il y en a beaucoup comme ça».

MARTEAUX-PIQUEURS, BULLDOZERS
ET PELLES MÉCANIQUES
SOUS LES FENÊTRES.

Les visites quotidiennes des réparateurs n'ont été qu'un hors-d'œuvre. Après les escaliers d'entrée, les routes goudronnées et les trottoirs ont vu le jour, les parkings ont suivi ainsi que la construction des halls d'entrée transformés en un amoncellement de coffrages et d'échafaudages métalliques ornés du panneau rouge «chantier interdit au public» ! Depuis le début, les locataires paient, dans les charges, l'entretien des pelouses et autres espaces verts; après plusieurs mois, la Logirem a donc bien été obligée de semer quelques graines et de planter quelques arbres qui ne sont pas prêts à cacher le soleil si toutefois la chute d'une partie d'un immeuble ne leur coupe pas la croissance ! «Impossible de se reposer l'après midi. Aujourd'hui, mercredi, les enfants n'ont pas classe, mais ils ont dû se lever d'aussi bonne heure». Pourquoi cette colère de cette mère de famille comme de toutes les autres dans cet immeuble ?

«Quand on m'a fait signer le bail, je ne savais pas qu'ils allaient construire une pompe à essence et un supermarché devant l'immeuble, sous nos fenêtres ! Ils n'ont commencé qu'après, quand nous sommes arrivés il n'y avait même pas de parking, ils nous ont cassé les oreilles pour le construire et maintenant il sera pour la Sodim. Sans parler de tous les ouvriers comme mon mari qui travaillent en 3x8, vous vous rendez compte pour ceux qui ont des nouveaux-nés, mon amie du deuxième est toujours dehors pour promener son gosse». La discussion est en effet

rythmée par les claquements d'un énorme marteau-piqueur mécanique qui enlève des blocs de pierres pour pouvoir creuser les fondations du futur magasin.

«Avec la poussière on ne peut ni étendre du linge dehors, ni ouvrir les fenêtres, ni lire, ni regarder la télévision, ça fait trop de bruit, c'est énervant. Quand mon mari revient du travail, il tourne dans l'appartement et il finit par sortir».

TOUT POUR EMPÊCHER D'ÉTABLIR
DES RELATIONS CORDIALES

«J'empêche mes enfants de sortir, j'ai peur pour eux. Ma petite fille s'est déjà cassé un doigt en s'amusant sur un tas de grosses pierres devant l'immeuble. J'étais en droit de porter plainte contre l'entreprise mais je n'ai pas voulu faire d'histoire». La Logirem leur interdit d'étendre le linge sur le balcon : «c'est pas esthétique, il paraît que ça nuit à la beauté du paysage». 15 francs d'amende !

Les jeunes se plaignent «on ne peut pas jouer au ballon quand les autres jouent aux boules», pourtant un terrain a été prévu pour des jeux. Des bacs de sable ont été installés juste sous les fenêtres, «des locataires ont empêché les gosses d'y jouer à cause du bruit et de la poussière» me dit un jeune assis au pied d'un escalier avec deux copains «ici, on s'emm... à longueur de journée, il n'y a rien, pour s'amuser il faut aller à Salon ou à Marseille, il faut en avoir les moyens ! »

POUSSER LES TRAVAILLEURS
DANS LE PIÈGE DE L'ACCESSION
À LA PROPRIÉTÉ

En même temps que ces cités-dortoirs où il est impossible de dormir, les promoteurs construisent des centaines de maisons individuelles retenues avant d'être finies : «Nous nous sacrifierons un peu plus pour payer les mensualités, mais au moins nous serons tranquilles et chez nous ! » Voilà à quel raisonnement on est amené des familles ouvrières. Dans les HLM-prisons, ne resteront que ceux qui ne pourront pas faire autrement et ils paieront le prix fort; pour les autres, la petite maison individuelle, c'est-à-dire les menottes pendant 15 ou 20 ans, l'hésitation ou le refus de faire grève.

Déjà sur ce chantier, les travailleurs de l'entreprise Grosse ont mené plusieurs semaines de lutte acharnée contre les conditions de travail et la répression ; les CRS sont même venus occuper les chantiers pour «protéger» les non-grévistes. Cette répression est la même que celle que subissent les locataires, les travailleurs de Fos.

LA CORSE A L'HEURE DE SON PROCES

1ère audience du procès Siméoni

SUITE DE LA UNE

Le début de la première audience est marqué par quelques incidents. Edmond Simeoni se trouve d'abord seul dans le box des accusés, les gardes mobiles retenant ses camarades dehors. Le deuxième incident éclate lorsque le bâtonnier Filippi demande l'audition de Poniatowski. Dowling Carter l'avocat général répond qu'il faudra attendre le prochain Conseil des Ministres pour avoir la réponse de Poniatowski.

La première partie de l'audience porte sur l'étude de la procédure. Les défenseurs de Simeoni procèdent à la lecture d'un mémoire rédigé collectivement par les accusés et tentent de convaincre la Cour de prononcer la nullité de la garde à vue et du mandat de dépôt.

Dans sa plaidoirie, Maître Alfonsi, un des huit défenseurs de Simeoni, rappelle que la garde à vue d'Edmond Simeoni a été prolongée illégalement à deux reprises de 48 heures alors qu'à partir de la 49^e heure, l'autorisation du ministre de la Justice est absolument nécessaire. Le procureur près de la Cour de Sûreté de l'Etat aurait donc agi sans autorisation, en renouvelant la garde à vue et en faisant transporter à Paris Edmond Simeoni en hélicoptère puis en avion militaire, sans passer par parquet de Bastia. Plus curieux encore, avant la fusillade, le parquet était déjà saisi, plusieurs officiers de la Cour de Sûreté étaient dépêchés sur les



lieux. A aucun moment le procureur de Bastia ne fut prévenu !

Aucun rapport d'expertise balistique, pièce essentielle pour faire la preuve de l'origine des balles, n'a été ordonné par la Cour de Sûreté de l'Etat !

L'avocat général, Me Dowling Carter, drapé dans sa toge rouge et blanche, l'air hautain et le ton péremptoire, «C'est devenu un lieu commun que de dire que la Cour de Sûreté est antidémocratique... Dans notre affaire, la démocratie a été particulièrement respectée. !!!

Il n'hésite pas à conclure «Je revendique l'honneur

d'être indépendant !» au milieu du sourire général.

Les pistolets mitrailleurs posés sur les genoux des gardes et les généraux, en attestent, à l'évidence ! Maître Filippi prend ensuite la parole pour remettre en cause la compétence de la Cour. «Nous avons le triste privilège d'être le seul pays de la Communauté Européenne à subir ce type d'institutions !!! Il rappelle les propos que tenait Lecanuet à Marseille, avant de rentrer au gouvernement : «Je ne ferai jamais partie d'un gouvernement qui conserverait la Cour de Sûreté de l'Etat !» Maître Filippi questionne : «Pourquoi lorsque un commando de Justice Pied Noir a occupé la cave de Riera pour

empêcher qu'elle soit vendue, la Cour de Sûreté n'a-t-elle pas été saisie ? Pourquoi le procureur Mahieu a-t-il précisé à cette occasion : il n'est pas question que la Cour se réunisse ? Pourquoi a-t-on choisi une autre procédure pour les viticulteurs, pour le GARI ? Nous voulons que tous les procès soient instruits régulièrement ! La Corse retient son haleine pendant ce procès ! Nous espérons que vous créerez un climat d'apaisement !»

Après de brèves réponses de la partie civile et de l'avocat général, le président a renvoyé à aujourd'hui la suite du débat sur «les incidents».

Pierre PUJOL

suite de la une

BASTIA DE NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL : ERIC BRÉHAT

Bastia 14 H : Le calme qui règne dans la ville ne doit pas faire illusion. Toute la nuit, des feux ont brûlé dans les villages. De Bastia, on voyait celui d'Erbalunga. D'Erbalunga, celui du village suivant... «Feux de solidarité» titrait «Corse Matin». «Non, feux de vigilance», a répondu le Comité de Soutien aux Patriotes Poursuivis. Tard dans la soirée, alors que des cortèges de voitures, drapeaux corses en tête, sillonnaient la ville, on voyait la police, malgré sa discrétion, assez nerveuse.

Dès 8 h du matin, on pouvait augurer du succès de la journée : tous les commerçants étaient fermés. PTT, chemins de fer, électricité, et les entreprises du sud de Bastia étaient en grève à 100 %. Devant le lycée, les élèves étaient rassemblés et les portes fermées.

Le drapeau corse flotte à de nombreuses fenêtres et sur les tables des cafés où l'on s'est réuni pour discuter. Au siège de l'APC de Max Siméoni,

on se réjouit du succès de la journée qui dépasse largement l'appel lancé par le Comité des Organisations Démocratiques (à l'origine cet appel était de dix minutes de grève, puis il a été plus vague). Mais on sent qu'en l'absence de ses dirigeants à Paris avec Max Siméoni, l'APC ne veut prendre aucune initiative : «Il faut éviter tout rassemblement important, on ne sait pas ce qui pourrait s'y passer». Tout semble suspendu au déroulement du procès et surtout à son verdict. Les discussions que l'on peut avoir avec des jeunes, en particulier, contrastent avec l'attentisme de l'APC. Le bruit court que la légion aurait reçu quelques camions d'uniformes de Gardes Mobiles, pour que ses hommes puissent intervenir sans provoquer immédiatement une vive réaction. Et l'on rappelle volontiers la «nuit de Bastia» au cours de laquelle la population de la ville s'opposa très vivement aux colonnes de CRS.

De notre envoyé spécial
Eric BRÉHAT

A PROPOS DE L'AFFAIRE CHAINE (suite)

A TRAVERS LA PRESSE DÉCHAINÉE

Sous le titre «Un plan de subversion pèse sur la France», le torchon d'Amaury, autrement appelé «Le Parisien Libéré», amalgame tout

à la fois les incendies de forêts, la lutte des étudiants et, l'assassinat du directeur du Crédit Lyonnais.

Les plumitifs d'Amaury prétendent répondre à la question «quel est le mystérieux réseau qui ensanglante la France et a armé le bras

du tueur ?» La réponse est simple : «Il importe avant tout de reconstituer le passé récent de l'assassin, fervent lecteur de publications «gauchistes» où les défenseurs présumés du «grand capital» sont nommément cités».

Le journal tiré grâce aux soins des jaunes de «Force Ouvrière», ajoute : «Un mystérieux réseau téléguéid s'efforce de semer le désordre et la mort en notre pays, de déconsidérer la France, de détruire une société après son rayonnement, au profit d'un système marxiste et collectiviste».

Cet amalgame délirant de l'assassinat individuel avec la lutte contre l'exploitation capitaliste et les piliers de la dictature bourgeoise en France, «l'Aurore» le pratique aussi allégrement. Dans un récit que l'auteur de S.A.S. aurait pu faire, où il est tout à la fois question de pratiques magiques, de viol, et d'horoscope, on affirme : «Certains groupements clandestins cherchent à recruter,

pour des «opérations ponctuelles», d'anciens repris de justice (que l'on contacte grâce à des campagnes gauchistes contre les prisons) ou des jeunes déséquilibrés pris en mains à l'occasion de campagnes psychiatriques (contre les «asiles médiévaux»). Prisons et centres psychiatriques deviennent ainsi, pour l'anarchie, des réservoirs d'agitateurs et de militants».

La démarche crapuleuse consistant à faire passer le militant politique, le révolutionnaire pour un criminel, sorti des asiles, et désaxé, on la retrouve aussi dans les colonnes du «Figaro» qui, montant en épingle le cas de Jean Bilski, écrit : «... Il appartient effectivement durant un temps, à Toulon, à un groupe qui distribue ces tracts», (sic !)

Un groupe qui distribue des tracts ! Autrement dit : «Attention à tout jeune qui fait de la politique, qui se

révolte contre la société capitaliste, c'est une brebis galeuse». Au-delà, avec la pratique de l'amalgame, il y a l'identification des travailleurs qui luttent, à des criminels.

en bref...

PONIATOWSKI CONTRE LE PCF : Le ministre de la police, devant les jeunes minets de GSL à Nancy, a repris ses attaques contre le PCF. C'est toujours la fièvre électorale. Il a dit qu'il publierait, avant les municipales, des documents sur «les méthodes et les moyens financiers du PCF», qu'il a qualifiés de «seaux de vin».

Favaro responsable du PCF de Lorraine a répliqué que c'étaient là des «arguties de faibles».

APRÈS LA MORT DU PDG DU CRÉDIT LYONNAIS

Les suites de l'assassinat du PDG du Crédit Lyonnais prennent une tournure qui contraint à s'interroger sur les mobiles exacts de ceux qui orchestrent la campagne de presse actuelle. Une série d'attentats et de coups de téléphone qui tous, ont le point commun d'être anonymes, ont alterné avec la répétition par la radio que les événements actuels seraient nécessairement politiques, perpétrés par des groupes extrémistes coordonnés au niveau international ! Et c'est sur la base de ces informations qu'on annonce que les recherches s'orientent dans «les milieux anarchistes et maoïstes».

Ce qui appelle les remarques suivantes :

● En Italie déjà des faits similaires (vague d'attentats,

souvent non signés, conduisant à mort d'homme...) se sont produits il y a déjà plusieurs fois ces derniers mois.

Presse, justice et police avaient fait converger leurs accusations contre des groupes d'extrême gauche, et avaient en même temps réclamé et obtenu une législation et une répression plus féroce à l'endroit des travailleurs et de leurs grèves. Or, dans plusieurs cas où l'enquête a été poursuivie jusqu'au bout, il a été démontré que cette soi-disant «piste rouge» qui conduisait à des groupes d'extrême gauche, était en fait une «piste noire» conduisant précisément à des groupes fascistes liés plus ou moins directement aux partis exerçant le pouvoir.

● Les méthodes de lutte de la classe ouvrière et sa bataille pour la prise du pouvoir ne saurait être assimilée au terrorisme individuel. Toutes les tentatives de la part de la bourgeoisie pour développer l'amalgame, procède visiblement de la volonté de porter contre le combat de la classe ouvrière des moyens de répression supplémentaire.

● Toutes les tentatives du pouvoir pour mettre en place des scénarios «justifiant» un accroissement de la répression contre les travailleurs et les organisations révolutionnaires, se heurteront à la mobilisation et à la riposte des masses pour préserver leurs libertés démocratiques et conserver les moyens de développer leurs luttes.

LUTTES OUVRIÈRES

INTERVIEW DES 2 MILITANTES SYNDICALISTES

Quotidien du Peuple : Ce que veut remettre en cause la bourgeoisie, en vous réprimant, c'est le soutien que vous avez apporté aux employés de Montparnasse. Ce soutien a-t-il été un aspect important de la lutte ?

R. : Le mouvement de soutien autour de la lutte avait déjà commencé avant que nous y allions et il s'est continué les jours après. Certes les camarades d'Inno n'ont pas obtenu leurs revendications, mais ils le disent de façon absolue, aussi bien la camarade de la CGT que de la CFDT cela a commencé à créer un rapport de force pour elles, pour l'avenir. Ce soutien de la clientèle, elles le disent, a été un pas en avant face à la direction. Elles disent que cela a été une part importante de la lutte. C'est indispensable que dans une lutte, on soit soutenu par les autres camarades extérieurs.

QdP : Ce soutien est un fait nouveau, un acquis de la lutte des magasins, que le patronat veut remettre en cause. Y a-t-il d'autres exemples dans ce domaine ?

R. : Oui, je connais un autre fait qui s'est passé sur le 13^e. Il y avait une cafétéria qui était en grève et on demandait aux clients de ne pas aller manger. Ça marchait. Ça aussi c'est important : des gens ont refusé de manger, car les employés avaient de mauvaises conditions de travail.

QdP : Plus généralement, comment expliquez-vous l'accentuation de la politique répressive de la bourgeoisie ? Est-ce un signe de faiblesse ?

R. : A la répression, il y a plusieurs raisons ; je pense qu'ils tapent comme ça

pour faire des précédents, pour faire peur aux gens, les intimider. Si la répression marche sur certains endroits, certaines personnes peuvent dire après : « Si on fait ça, il peut nous arriver ça », et se décourager. C'est donc aussi pour faire un exemple.

En plus, il faut voir qu'il y a de plus en plus de gens qui soutiennent les grèves. Il y a des formes de soutien qui n'existaient pas avant. Et le patronat a très peur de cela. Des clients, par exemple, qui soutiennent des employés, c'est nouveau. Les patrons veulent frapper un grand coup avant que ça se développe trop. Mais ce soutien autour des luttes se fait aussi ailleurs. Par exemple, à Fougères où les chômeurs viennent avec les camarades de l'usine, dans l'usine, parce qu'ils sont chômeurs eux aussi et pour chercher des formes de lutte ensemble. C'est tout cela qu'ils veulent remettre en cause.

C'est un fait que si la crise s'accroît, les travailleurs vont se rebeller de plus en plus : on se demande comment les chômeurs peuvent vivre. Il y en a un million 500 000, 700 000 sur le 13^e par exemple. En plus, il y a l'augmentation du coût de la vie, les conditions de travail dégueulasses. Il faut arriver à unir les chômeurs avec les travailleurs actifs. Le gouvernement doit se rendre compte que ça ne peut pas durer éternellement. Alors, on voit toujours cette police de plus en plus apparente, dans le métro. Il faut avec les ouvriers des usines en grève touchés par le chômage se rassemblent.

Inno-Montparnasse

LES 2 MILITANTES INCULPÉES SOUTENUES PAR LES TRAVAILLEURS

SUITE DE LA PAGE 1

DE NOMBREUX
TRAVAILLEURS
MOBILISÉS

Ce n'est certainement pas un hasard si la bourgeoisie avait cru bon devoir attendre 8 mois pour déférer ces deux militantes devant ses tribunaux. Elle pensait qu'avec le temps, la mobilisation serait tombée et la riposte plus difficile. Mais elle a dû déchanter. Hier, dans la cour du Palais de Justice de Paris, dès 12 h 45, c'est plus d'une centaine de travailleurs et de gens du quartier qui étaient venus soutenir leurs camarades, malgré la mobilisation rapide. Et en premier lieu, il y avait là des employés d'Inno, et parmi eux une déléguée syndi-

C'est vers 16 heures que les deux militantes syndicalistes comparaissent. Elles expliquent qu'elles étaient venues au magasin dans l'intention de faire des courses, et qu'une fois arrivées, elles ont participé au soutien. Elles reviennent devant le tribunal. Elles expliquent les brutalités policières dont elles ont été victimes.

Les deux policiers, dans leur témoignage, montrent bien involontairement, que dès cette époque, ils étaient venus à Inno pour empêcher que ne s'étende le soutien à la lutte et la lutte elle-même : « Ce jour-là, 4 octobre, nous avons reçu une information ; il y avait un arrêt de travail dans le

criaient « au voleur » et nous avons vu sortir deux femmes en courant ». « Nous les avons arrêtées ! » « Une m'a insulté et m'a frappé, porté un coup de poing à la face ».

LA RÉPRESSION MISE EN ACCUSATION

En fait de brutalité, il s'agissait bien de brutalités policières ! Et ce sera pour les juges, la surprise : 8 témoins pénètrent dans la salle témoigner de ces brutalités.

« Mme Escarras a été giflée, traînée à terre au sortir du magasin », tel autre : « Ils les ont mis contre le mur du magasin brutalement », tel autre encore comme cette femme retraitée qui parlera de

cas, on les arrête sur place. La vérité, c'est que si deux gardiens étaient là, c'était en quelque sorte en renfort du patronat. Dans les dépositions, il est clair, que la direction a appelé la police parce que le fait de remplir les caddies de marchandises, gênait la bonne marche du magasin ».

Alors le tribunal, contrairement aux affaires précédentes décidera de reporter le jugement à quinzaine. A la sortie, beaucoup de gens le diront clairement : « C'est un recul ».

Ce recul n'est pas un hasard. C'est bien parce que tout un quartier, des travailleurs de plusieurs entreprises se sont mobilisés, ont montré à la



cale CFDT du magasin, qui expliquera clairement pendant la séance : « Je suis ici en tant que déléguée syndicale du magasin. A l'époque, nous avions demandé aux clients de venir nous soutenir. C'est important à notre tour de défendre ces deux camarades ».

quartier. La direction nous avait dit que des gens en profitaient pour voler ». Dans la salle du tribunal, des sifflets accueillent ces remarques et le Président, jusqu'ici si à l'aise menace de faire évacuer la salle !

L'autre policier dit : « Quand nous sommes arrivés à Inno, des gens

l'écharpe autour du bras, qu'une des deux syndicalistes a été obligée de porter pendant plus de 15 jours.

L'avocat, dans sa plaidoirie, conclura justement : « Si la police à l'époque est intervenue, ce n'était pas pour arrêter des voleuses, car dans ce

bourgeoisie qu'elle ne pouvait pas agir impunément, que le tribunal ne prononcera certainement pas de condamnation. C'est bien dans cette voie qu'il faut s'engager ! Mais il nous faut rester vigilant dans les jours qui viennent !

R. FEUILLET

en bref... en bref... en bref... en bref...

ANPE : Guy Métais, directeur de l'Agence Nationale Pour l'Emploi, a annoncé que l'Agence Nationale Pour l'Emploi avait décidé la suppression expérimentale du pointage, la diffusion plus rapide des offres d'emploi, et l'embauche de 350 agents supplémentaires, ainsi que la création de nouvelles antennes et le lancement par l'Agence de stages de formation. D'autre part, Métais a annoncé qu'il avait fait procéder à une enquête par correspondance afin de savoir si certaines personnes étaient toujours demandeurs d'emploi. « Cette enquête a conduit à supprimer de nos fichiers 30 000 demandeurs qui se sont révélés pour une raison ou

pour une autre, non fondées ». Voilà comment, en France, on réduit le chômage !

INÉGALITÉS OUVRIÈRES-PROFESSIONS LIBÉRALES : Les membres des professions libérales ont d'après les statistiques officielles en moyenne un patrimoine plus de 8 fois supérieur à celui des ouvriers. 9% des ménages possèdent environ 60% des titres (actions et obligations), d'après la dernière enquête INSEE.

LOI ANTI-CASSEURS CONTRE UN RESPONSABLE SYNDICAL PAYSAN

Lucien Menet, secrétaire général de la fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles de la Charente Maritime a été condamné par la cour d'appel de Poitiers à 8 jours de prison avec sursis et 2000F d'amende, en vertu de la loi anti-casseurs. Il était reproché à Lucien Menet d'avoir participé avec d'autres manifestants, à l'interception d'un camion de viande importée d'Angleterre et au déversement des 17 tonnes qu'il contenait sur la chaussée.

LACQ : LES TRAVAILLEURS TOUJOURS DÉTERMINÉS FACE AUX MENACES DE LA S.N.P.A.

La direction de la SNPA maintient toujours ses menaces de sanctions contre les travailleurs qui refusent les conséquences du plan de restructuration de l'entreprise : elle brandit la menace du licenciement de 150 travailleurs soit un quart du personnel ! Hier matin, les syndicats appelaient à une manifestation de protestation à Pau.

A Saint-Jean de Maurienne s'est tenue le 15 mai dernier une réunion publique sur les conséquences de la fabrication de l'aluminium.

Blanchisseries lyonnaises

UNE VICTOIRE!

Le mardi 11 mai, il y a exactement une semaine, les 130 travailleurs de la Blanchisserie Lyonnaise, à Lyon, se mettaient en grève avec leur section CFDT, suivant ainsi l'exemple de leurs camarades des Blanchisseries de Grenelle à Issy les Moulineaux. Ce sont pour la plupart, des travailleurs immigrés qui y travaillent pour des salaires de misère : le SMIC et quelques centimes de plus ! Ils travaillent entre 8 h 30 et 9 h par jour dans la chaleur et la vapeur, avec un seul arrêt non payé à midi.

Leurs revendications portaient, pour l'essentiel, sur les mêmes points que ceux des travailleurs d'Issy les Moulineaux :

1,50F de l'heure immédiatement, taux horaire minimum de 9F en juin et 10F en septembre, des indemnités de transport, la révision de la prime de fin d'année, une pause payée, une convention collective nationale.

Le mercredi 12, quelques cadres avaient bien tenté de forcer le piquet de grève mais sans y parvenir. En définitive, c'est la détermination des grévistes qui l'a emporté : hier, le patron a cédé : les salaires seront portés à 8,50F de l'heure à compter du 1^{er} juin ! Les autres revendications seront négociées en fonction d'un calendrier qu'a accepté la direction.

LUTTES OUVRIERES

PUISSANTE JOURNÉE D'ACTION CONTRE PÉCHINEY ALUMINIUM

INTERVIEW D'UN SYNDICALISTE DE PÉCHINEY SABART

Hier, dans toute la branche Aluminium du trust Pechiney Ugine Kuhlmann, une journée d'action puissante (suivie à 100%), a marqué une étape importante de la mobilisation autour des travailleurs de P.U.K. Ariège, en lutte depuis un mois déjà. Nous avons interviewé un des responsables de la CGT-PUK.

R. : Aujourd'hui, nous en étions au 34^e jour de grève, les trois usines : Mercus, Auzat et Sabart. Aujourd'hui, toutes les usines d'aluminium Pechiney ont débrayé 24 heures. Ces débrayages ont été suivis à 80-100 %. C'est un grand succès !

Quotidien du Peuple : Et la direction Pechiney a-t-elle lâché quelque chose ?

R. : Rien, absolument rien. La direction n'a pas donné signe de vie. La seule chose qu'elle se sent capable de faire, c'est de multiplier les moyens de répression.

QdP : Le tribunal de Foix a ordonné l'évacuation des usines ?

R. : Oui, effectivement. Il a envoyé l'huissier vendredi dernier. Un ingénieur est venu, il a nargué les grévistes. Il essayait de se faire taper dessus pour alimenter la provocation anti-gréviste de la direction.

QdP : Et comment les travailleurs réagissent-ils face

à ces manœuvres d'intimidation ?

R. : On vient de faire un vote à bulletin secret aujourd'hui. Il y en a eu un autre hier à Sabart. Il y a eu 200 voix pour la poursuite de la grève et 8 contre. A Auzat, il y en a eu 64 pour et 3 contre.

Aujourd'hui, il n'y a pas de problème pour ce qui est de poursuivre le mouvement d'autant plus qu'il y avait ce débrayage de toutes les usines pendant 24 heures, ce qui a renforcé le moral des camarades.

QdP : Est-ce que ces débrayages de toute la branche Pechiney-Aluminium vont se reproduire ?

R. : Ça va se produire toute la semaine avec des alternances : 24 heures dans telle usine, 24 heures dans une autre. Ce sont les assemblées générales qui décideront dans chaque usine, parce qu'il est encore difficile pour le moment de faire un mouvement uniforme à l'échelle de tout le trust.

QdP : Quels obstacles empêchent justement un tel mouvement uniforme ?

R. : On a pensé qu'il était préférable que ce soit les grévistes de chaque usine qui soient maîtres de la situation et on essaie ainsi de ne pas donner à la direction les moyens de nous contraindre.

QdP : La direction envisagerait-elle de riposter par le lock-out ?

R. : Oui, il y a le lock-out et aussi toutes les autres manœuvres possibles de la direction en utilisant par exemple de la main-d'œuvre étrangère et ainsi de suite. Les camarades immigrés n'y sont bien sûr pour rien. Ce n'est pas leur faute. Malheureusement, ils subissent des pressions intolérables. Il n'est pas question de mettre en cause ces camarades là, mais il leur est difficile de faire grève. Ceux qui font grève, Pechiney les met tout de suite à la porte et il en prend d'autres. C'est une logique odieuse. Nous-mêmes, on leur conseille quelquefois de ne pas se mettre trop en avant. C'est une question de solidarité de classe.

QdP : Et le soutien de la population, est-ce qu'il s'élargit ?

R. : La grève est maintenant bien connue dans la population de l'Ariège

mais elle ne l'est pas suffisamment, à notre avis, au plan national. Ici, par exemple, le 1^{er} mai, on a eu 1 500 à 2 000 personnes qui ont défilé à Tarascon et il y a eu de nombreuses manifestations artistiques pour le soutien aux grévistes, même les commerçants commencent à nous soutenir ! On peut dire qu'il y a une très grosse partie de la population qui est avec nous.

A St Jean de Maurienne, s'est tenue le 15 mai dernier une réunion publique sur la pollution fluorée de Pechiney Ugine Kuhlmann. 150 personnes, paysans de la vallée, ouvriers de PUK, retraités ou non de Renault, forestiers, instituteurs, habitants de St Jean ont témoigné à cette réunion fort riche, appelée par le comité anti-pollution de Maurienne. Le CLISACT qui participait au débat a entamé l'enquête médicale sur les effets du fluor sur la santé dans la vallée de la Maurienne.

Au cours de la réunion, une motion de soutien de l'assemblée à la grève des ouvriers de l'aluminium des 3 usines de la Haute-Ariège a été votée à l'unanimité.

Longométal (Aubervilliers) : LES TRAVAILLEURS EN GRÈVE LANCENT UN APPEL À L'EXTENSION DE LA LUTTE DANS LES AUTRES DÉPÔTS

Les travailleurs en grève lancent un appel à l'extension de la lutte dans les autres dépôts de France. Les 65 ouvriers de Longométal (filiale d'Usinor) sont en grève depuis le 9 avril. Ils demandent :
- l'augmentation des effectifs et des salaires
- le changement plus fréquent des bleus de travail

Les employés ont fait grève une journée en solidarité. La direction qui ne pouvait tolérer cette unité des travailleurs, a immédiatement convoqué les délégués au siège social à Paris. Face à la direction qui refuse de satisfaire les revendications des grévistes, ceux-ci occupent leur dépôt le 26 avril et tiennent les portes fermées, bloquant la sortie des camions et empêchant les cadres d'aller travailler.

A la demande du patron, le tribunal des référés de Bobigny ordonne l'expulsion des grévistes et le 11 mai, 150 flics interviennent à 5 h du matin contre le piquet de grève. Depuis, ils gardent l'usine.

Les travailleurs en lutte souhaitent entrer rapidement en contact avec les travailleurs des 42 autres dépôts Longométal de France afin de discuter des conditions de travail et d'envisager l'élargissement de la lutte. Ils lancent cet appel en particulier à leurs camarades de Porcheville, Reims, Lyon, Auzin, Nancy...

Ecrire au Quotidien du Peuple qui transmettra.

Corr. Aubervilliers

Contre la lutte des cheminots... la direction répond par des sanctions!

15 jours après la grève de mars, 18 cheminots de Nantes, responsables syndicaux CGT et CFDT, recevaient de la direction régionale une «demande d'explication», les accusant d'avoir au cours du mouvement de grève «porté atteinte par leur attitude à la liberté du travail et à la libre circulation des trains».

Aujourd'hui, malgré la mobilisation des gars sur le lieu de travail, les entretiens avec le directeur régional, les deux jours de grève des 30 avril et 1^{er} mai dans la région de Nantes, les sanctions sont

tombées. 3/12^e de retenue sur prime de fin d'année et un blâme du directeur.

De plus, tous les cheminots ont reçu une sanction symbolique de 30 F de retenue sur prime et un blâme inscrit.

Ainsi, face à l'attitude dure des cheminots de Nantes qui se sont opposés au départ des trains conduits par la maîtrise, la direction a répondu en sanctionnant.

Elle a fait de même à Rouen et à Dijon, c'est-à-dire dans les 3 dépôts où elle a fait intervenir les flics pour faire rouler des trains.

En sanctionnant uniquement des responsables syndicaux, alors que plus d'une centaine de gars ont participé aux actions, la SNCF entend elle aussi s'attaquer aux organisations syndicales partout où elles engagent des actions dures en dehors des différents comités mixtes rituels sans efficacité.

Il faut noter dans la lutte contre les sanctions que les deux fédérations CGT et CFDT n'ont rien fait pour populariser la lutte et pour l'organiser ne serait-ce qu'au niveau du réseau !

Bien mieux ! Elles ont carrément appuyé l'attitude de la direction en nous expliquant qu'effectivement, une loi datant de 1845 et toujours en vigueur au chemin de fer rendait passible de correctionnelle quiconque s'oppose à la libre circulation des trains ! Autrement dit : ne vous plaignez pas les gars, vous n'avez que des sanctions administratives ! Les cheminots, une fois de plus, jugeront de l'attitude de ceux qui, au plus fort de la mobilisation appelaient à la reprise du travail.

Correspondant SNCF
Nantes

SMN (Caen) : reprise des hauts-fourneaux

Le vendredi 7 mai, au poste de 22 H, les grévistes des hauts-fourneaux, après une semaine de lutte, ont repris le travail. Avec quoi ? Avec des miettes ! Ils sont tous d'accord pour le dire. La direction s'est servie de la porte de sortie que lui avait aménagée les gens du PCF et du PS qui dirigent nos sections syndicales ; en refusant les revendications générales, 500 F pour tous, la 5^e équipe, et en négociant seulement sur les revendications du secteur hauts-fourneaux. La direction a tenté d'étouffer la lutte.

Les gars ont repris avec en gros 20 centimes d'augmentation, l'acquisition d'une nouvelle machine et l'engagement d'un effectif minimum de cinq fondeurs. La reprise n'a pas été unanime mais par souci de préserver leur unité et leur force, les gars s'orientent vers de nouvelles formes de lutte. Au cours d'une première discussion avec les grévistes, de nombreux éléments ressortent de cette lutte : il faut tout d'abord rappeler que c'est la première lutte dure depuis le début de la «reprise» dans la sidérurgie. Preuve que le chantage patronal n'a pas pris auprès des gars ! Un autre aspect positif, c'est l'unité entre Français et immigrés dans la lutte. Cela a renforcé la conscience de classe. Mais il y a aussi un écoeurlement profond par rapport à toute une campagne de presse bourgeoise régionale qui reprenait l'intoxi-

cation patronale. D'après ces gens-là, les hauts-fourneaux gagnent «des sommes mirobolantes», et n'ont «aucune raison de se plaindre» (!). Les gars sont prêts à mener une campagne d'explication sur ces mensonges et également sur leurs conditions de travail qui sont souvent ignorées par les travailleurs des autres secteurs. De plus, rappelons un fait qui montre comment la direction «remercie» les travailleurs : au mois de décembre, des avaries se produisant au haut-fourneau n° 3, on demande aux gars de faire 16 H, c'est-à-dire de doubler leur poste ! Par exemple, un gars travaille de 6 à 22 H dans le but d'éviter un surcroît de travail au camarade du poste suivant ! «Alors, premièrement la direction offre, en guise de casse-croûte, des rations militaires et du pain dur qu'il faut faire ramollir sur le radiateur !» Et une fois

les incidents terminés, quand elle n'a plus besoin des gars pour réparer la panne, la direction, comme remerciement, met les gars au chômage partiel !

Ce qui est à l'ordre du

jour, c'est d'approfondir le bilan de cette grève avec les travailleurs des hauts-fourneaux. C'est ce que nous avons commencé à faire.

Cellule SMN du PCRmi

RENNES : SUCCÈS DU MEETING DE SOUTIEN AUX TRAVAILLEURS DE LA SONACOTRA EN LUTTE

C'est plus de 400 personnes qui ont répondu, vendredi soir, à l'appel du Comité de soutien (constitué depuis peu).

Evoquant l'expulsion qui a frappé 4 résidents de la Cité Lucien Paye à Paris, le camarade de la FEANF montra l'unité nécessaire de leur lutte avec celle de la Sonacotra. Mêmes brimades racistes du gérant (celui-ci se vante de «bien connaître les Noirs») pour avoir un lourd passé de colonialiste : 14 ans en Afrique !, même répression contre le comité de résidents. Très applaudi, un camarade immigré du centre FPA de St Brieuc retraça la lutte qu'ils vien-

nent de mener. Après une sanction raciste, la riposte unie des stagiaires mettra en pièce tous les plans de division. «Aujourd'hui, conclura le camarade, les choses ont changé. Entre Français et Immigrés, nous avons appris à mieux nous connaître. Pour soutenir les travailleurs de la Sonacotra, plus de 60 stagiaires ont signé la pétition».

Dans leur intervention, les camarades du comité de coordination retraçant la lutte menée depuis plus d'un an, en montraient clairement l'enjeu : la satisfaction des revendications. Les camarades ont expliqué comment ne pouvant s'emparer de la

lutte, le PCF la calomnie et tente de la briser.

Interrompus de nombreuses fois par les applaudissements et les mots d'ordre (Français-Immigrés, une seule classe ouvrière ! - Non à la répression - Sonacotra cèdera !), les camarades terminaient en appelant à développer la solidarité, à renforcer le comité de soutien local.

Dès cette semaine, celui-ci va prendre de nouvelles initiatives pour aller dans le sens de la popularisation de la lutte et pour contribuer à tisser l'unité de la classe ouvrière - Français - immigrés.

POLITIQUE

POTS DE VIN : LE P«C»F AUSSI

Le PCF accuse les partis de la coalition gouvernementale de toucher des pots de vin des sociétés pétrolières. Il prétend être le seul parti à ne pas toucher d'argent des firmes capitalistes et se plaint d'être victime d'une véritable discrimination. Après les dernières révélations de «l'Humanité» qui mettaient en cause Tomasini, Guéna, nouveau secrétaire général

de l'UDR et Poniowski ont riposté. Devant les jeunes giscardiens à Nancy, Poniowski sans nier l'existence de pots de vin, ce serait difficile, a minimisé l'affaire et affecté de les déplorer et il a contre attaqué en accusant le PCF de toucher non pas des pots de vin mais des «seaux de vin». Poniowski a annoncé la publication avant les élections municipales d'informations

sur «certaines pratiques financières du parti communiste».

Ainsi partis bourgeois de droite et de gauche, se renvoient actuellement à la force des accusations de corruption ; les arguments ne leur manquent ni d'un côté, ni de l'autre. Il est incontestable que les partis de droite touchent des sommes importantes des entreprises capitalistes, et aussi de sources plus troubles : prostitution, racket, spéculations diverses, hold up... Il est non moins certain que le PCF qui se vante d'être un parti propre ne vit pas, loin s'en faut, des seules cotisations de ses membres. On sait que par l'intermédiaire de certaines banques et sociétés d'import-export il touche sa part sur les exportations vers l'Europe de l'Est. Ce n'est pas là sa seule source de financement. Par la publicité dans sa presse, les stands commerciaux dans les fêtes qu'il organise, il récolte d'importantes sommes. Financièrement, le PCF est tributaire de la bourgeoisie contre laquelle il prétend lutter. Son seul regret, c'est d'avoir une moindre part que les autres partis.

D'OÙ VIENT L'ARGENT ? La secte Moon vient d'acheter un immeuble de 42 étages comportant deux mille pièces, à la société Hilton. Cet immeuble servira de siège à la secte.

MARCHAIS: TOURNÉE ÉLECTORALISTE DANS LE MIDI VITICOLE

Après Mitterrand, c'est au tour de Marchais de faire le tour du Languedoc Roussillon. Les politiciens bourgeois d'opposition tentent de récupérer à leur profit la révolte des viticulteurs contre la politique viticole du pouvoir et la répression de leurs luttes. Marchais s'est même permis d'adresser quelques mots en occitan à son auditoire à Montpellier «volem viure al país, Oï vous avez raison». Pure démagogie ! Le PCF a en effet montré de quel côté il se trouvait quand les viticulteurs s'attaquaient au gouvernement et aux négociants. Il a condamné l'opération de Meximieux contre les chais de Ramel. Il prétend être aux côtés des petits viticulteurs, mais l'un de ses représentants dans le midi n'est autre que le gros propriétaire et

négociant Doumeng, importateur de vins d'Italie.

Et Teyssere qui est toujours en prison ? Marchais n'en a cure, il n'en a pas touché un mot, il n'était pas venu pour cela. C'est du programme commun qu'il a parlé, un programme commun augmenté de propositions pour le Languedoc Roussillon, solutions capitalistes à la crise : développement de l'industrie, du tourisme... La solution révisionniste à la crise, ne passe pas par la lutte des petits viticulteurs sur la base de leurs revendications mais par une vaste union électoraliste aux contours flous où seraient noyées les revendications des petits viticulteurs. Ce sont des propositions qui ont déjà été rejetées à plusieurs reprises dans la lutte par les petits viticulteurs.

LA MANŒUVRE DE LECANUET

Au cas où il aurait eu l'intention d'engager des sanctions graves contre le substitut Ceccaldi, Lecanuet a pu mesurer l'importance de la riposte des magistrats à laquelle il se heurterait. Au congrès extraordinaire du Syndicat de la Magistrature le principe de la grève en cas de sanctions a été voté à l'unanimité moins une voix. Même l'Union Syndicale des magistrats, organisation corporatiste qui n'a jamais remis en cause le rôle des magistrats a condamné l'attitude de Lecanuet. Obligé de tenir compte du rapport de force Lecanuet s'est ménagé une porte de sortie. Plutôt que d'aller vers une radiation de Ceccaldi de la magistrature, Lecanuet pourrait, après avoir constaté le refus de Ceccaldi de se rendre à Hazebrouck, laisser les instances compétentes prononcer la radiation de Ceccaldi de la liste d'aptitude, ce qui priverait Ceccaldi d'avancement, situation que connaissent de nombreux membres du Syndicat de la Magistrature. Cette question de l'avancement a d'ailleurs été évoquée à plusieurs reprises au cours du congrès de dimanche. Un des magistrats a qualifié l'avancement de «laisse par laquelle le pouvoir tient les magistrats», l'avancement étant fonction de la docilité du magistrat. Une docilité de plus en plus contestée aujourd'hui.

DIALOGUE DE POSTIERS À PROPOS DE «L'EXCEPTIONNELLE» SOIRÉE AMÉRICAINE

— «Tu as regardé la télévision, hier soir ?
— Oui...
— Alors, cette soirée américaine... ?
— Quelle soirée américaine ?
— Mais il y a eu deux films : Buffalo Bill, et une histoire de camionneur qui se poursuivaient, ça a duré jusqu'à une heure du matin, ils l'ont annoncé depuis le midi, c'est pour le voyage de Giscard...
— Une soirée exceptionnelle ? Je n'avais pas remarqué ta soirée américaine, Buffalo Bill, je l'avais déjà vu... C'est ce qu'on se paye toute la semaine...

ON FERME DES CENTRES SPORTIFS

Les performances sportives de la France sont, c'est bien connu, d'un haut niveau international. Récemment encore l'équipe de football de Saint Etienne en a administré la preuve avec l'éclat que l'on sait. C'est sans doute parce qu'il pense que les exploits de Saint Etienne sont une preuve suffisante de la tenue sportive de la France que le gouvernement réduit les budgets de fonctionnement des centres sportifs. Ainsi, les centres sportifs des campus d'Orsay et de Chateaufort-Malabry ont dû fermer, suite à la diminution de la subvention du secrétariat à la jeunesse et aux sports qui est passée de 531 000 francs à 348 000 francs. Des milliers d'étudiants et de travailleurs fréquentaient ces centres, mais aucun ne faisait partie de l'équipe de Saint Etienne, ça n'a donc aucune importance. «Allez les verts !»

LE MÉTRO À SAINT-DENIS : La ligne Saint-Lazare-Pleyel est allongée de deux nouvelles stations Porte de Paris et Saint-Denis Basilique. Elles seront ouvertes à compter de jeudi. L'avancée de ce vieux projet est liée à celle de la rénovation du vieux Saint-Denis. Immeubles modernes et bureaux expulsent les travailleurs du centre de la ville, avec la complicité active de la municipalité P«C»F.

L'UDR INVITE SOLJENITSINE : Les réactionnaires ne se contentent plus qu'ils se disputent Soljenitsine. Ce sont maintenant les jeunes UDR qui l'ont invité pour leur rassemblement du 22 juin prochain. L'homme sera-t-il libre ? On murmure qu'il projeterait un voyage chez Pinochet, après avoir fait l'éloge du franquisme...

INTERNATIONAL

Ulrike Meinhof : la riposte



C'est sous une surveillance policière massive que l'enterrement d'Ulrike Meinhof a eu lieu à Berlin. Des milliers de personnes ont suivi le cortège, scandant des mots d'ordre contre le régime policier mis en place ces dernières années par ce gouvernement social-démocrate, et dénonçant tout particulièrement le régime de «privation sensorielle» des prisons.

Cependant, à Francfort, c'est la chasse qui est ouverte par la police après la manifestation de protestation le lendemain de la mort d'Ulrike Meinhof : un policier ayant brûlé dans sa voiture, atteinte par un cocktail molotov, une série de 14 arrestations a eu lieu, visant des personnes présentées comme des «criminels», et dont il a pu être prouvé que, pour la plupart, elles n'étaient même pas à la manifestation. Un seul a été gardé en prison : il est victime du système de dénonciation par les «bons citoyens» auquel a appelé la télévision.

Rhodésie : Le pouvoir pâle aux abois

Le gouvernement raciste rhodésien a pris une série de mesures pour renforcer ses troupes militaires et faire face au développement de la guérilla de libération : extension à «une durée indéfinie» des périodes de service effectuées par les réservistes, allongement à 18 mois du service militaire, préalablement d'un an.

Dans un pays où les racistes savent bien que confier des armes aux Africains reviendrait inévitablement à les voir se retourner contre eux, ces mesures ne concernent que la partie blanche de la population. Aussi, des

difficultés se font jour dans les entreprises : le régime refuse, là aussi, de confier des postes de responsabilité aux Africains. D'où un manque de personnel de direction et d'encadrement.

Ce phénomène vient s'ajouter au blocus de la frontière du Mozambique, aux difficultés causées dans les relations avec l'Afrique du Sud par l'activité de la guérilla, au risque que les sanctions économiques décidées par l'ONU soient mieux appliquées à l'avenir : le futur n'est pas rose pour le pouvoir minoritaire.

R.F.A. : De passage en Allemagne, Rockefeller a affirmé que «les relations entre Bonn et Washington sont meilleures que jamais» et qu'il existait «une identité des valeurs politiques et sociales» entre la RFA et les USA. D'autre part, un dirigeant du CDU (parti de droite) a été arrêté hier, soupçonné d'espionnage pour une puissance de l'Est.

URSS : Durant plusieurs heures, samedi dernier, le physicien Orlov a été retenu par la police soviétique. Il lui était reproché d'animer un comité chargé de recueillir, auprès de tous les soviétiques, les managements aux clauses du «Traité d'Helsinki» sur les droits de l'homme et du citoyen.

Irlande : La guerre civile

Après le communiqué de l'IRA (Armée Républicaine Irlandaise) - branche «provisoire» - annonçant «un long été chaud» à la police de collaboration mise en place par les occupants britanniques, les patriotes sont passés à l'action. Trois policiers ont été tués par une bombe à la frontière de l'Irlande du Sud, et un autre blessé. A soixante kilomètres de Belfast, une jeep blindée de la police a été prise en embuscade : un de ses occupants est mort sous le feu d'armes automatiques.

Cependant, les groupes de collabos sont à leur tour entrés en action, dirigeant leurs coups contre les civils :

deux bombes, déposées dans des bars fréquentés par des Irlandais catholiques, ont fait respectivement deux et trois morts, et de nombreux blessés.

Quatre autres personnes ont été également atteintes par une rafale tirée contre un autre bar, et neuf autres blessées par une autre bombe.

Dans les listes électorales du PCI

Si le pape se lamente sur l'infidélité de certaines de ses ouailles, il en a trouvé la cause dans les listes électorales du PCI sur lesquelles se présentent de nombreuses personnalités catholiques qui acceptent de faire entrer dans la vie le compromis historique.

Mais le grand motif de la fierté du PCI, le fleuron de sa politique d'ouverture est la présence sur ces mêmes listes du général Pasti, officier à quatre étoiles de l'armée italienne, qui fut membre du Comité Militaire de l'OTAN et vice-commandant suprême allié pour les affaires nucléaires.

Europe - USA

EN 1974, KISSINGER IMPOSE SA LOI

Les Etats-Unis devraient «accepter franchement l'effort entrepris pour organiser l'Europe en une entité politique, amie et alliée, mais ayant les pouvoirs de prendre ses propres décisions», a déclaré Giscard dans une «lettre à l'Amérique», publiée par la revue américaine Time. Mots vides de sens : la querelle est, en fait, tranchée depuis 1974, et l'accession au pouvoir de l'actuel président de la république n'y a pas été pour rien.

1973, le 2 février : cette année sera «l'année de l'Europe», déclare Nixon, alors président américain ; «L'Europe devient très importante, à la fois dans le contexte économique... et dans celui de notre sécurité internationale». Cette année-là sera, en réalité, celle de l'échec de la politique européenne des Etats Unis.

LA CONFRONTATION

La «nouvelle charte atlantique», proposée par Kissinger au mois d'avril, est fraîchement accueillie dans les capitales européennes. On ne tient pas alors, à compromettre une situation économique relativement avantageuse dans la concurrence internationale en participant au «fardeau» des dépenses des troupes US stationnées en Allemagne. Pas plus, on n'entend reconnaître que, seuls, les Etats-Unis auraient «des responsabilités à l'échelle mondiale», tandis que la Communauté Européenne serait restreinte à «des intérêts régionaux». Kissinger refuse largement la «globalisation» exigée par Washington, et qui consiste à lier problèmes économiques et militaires, à exiger des concessions commerciales pour maintenir, face à l'URSS, la «protection» américaine. Le 10 septembre, face aux USA, la Communauté prétend s'affirmer «en tant qu'entité distincte dans les affaires mondiales».

La guerre d'octobre 1973, l'embargo sur le pétrole, dans un premier temps, ne feront qu'accroître les divergences. La plupart des pays européens refuseront de servir de base de départ ou de

transit pour les armes à destination d'Israël ; l'Allemagne, la Grèce, «fidèles alliés» protestent parce que de telles opérations ont été faites, disent-elles, à leur insu. Le ton devient encore plus aigre lorsque les Etats Unis mettent en alerte,



sans en prévenir leurs partenaires, les forces nucléaires de l'alliance atlantique. Durement touchés par l'embargo et l'augmentation du prix du pétrole, les pays européens cherchent alors à définir une politique de relations directes avec les pays arabes, et le porte parole du ministère des affaires étrangères de Washington, Mac Closkey, se plaint : «Nous aurions apprécié un peu plus de soutien unifié».

L'OFFENSIVE AMÉRICAINE

Plusieurs facteurs vont permettre aux USA de mener une offensive sans retenue contre ces tentatives d'indépendance, et de relations privilégiées

avec le Tiers-Monde. D'abord, le chantage à la «sécurité» : en juin 1973, un traité de «prévention de la guerre nucléaire» est signé entre Nixon et Brejnev. Il prévoit «des consultations urgentes pour prévenir ce risque». Jobert, ministre des affaires étrangères de Pompidou, demandera si «cette concertation ne risque pas de prendre le pas sur la consultation entre alliés» : la menace américaine consiste à s'entendre avec l'URSS par-dessus la tête des Européens. Alors que la «confrontation» se poursuit, Nixon en viendra

vernement conservateur anglais tombe. Au mois d'avril, la bourgeoisie choisit, dans notre pays, Giscard contre Chaban ; il ne reste plus aux Etats Unis qu'à cueillir les fruits de leur victoire : ce sera chose faite au mois de juin, avec la signature à Bruxelles de la Nouvelle Charte Atlantique. Là, Nixon, 'recevant en suzerain ses féaux, un moment rentrés en dissidence, recevra l'assurance qu'à l'avenir, ils le tiendront «pleinement informé» par avance de leurs décisions ; autrement dit, qu'ils les soumettront à

ouvertement, en mars 74, à menacer de retirer les troupes US d'Allemagne. Incapables d'inventer une possibilité de défense autonome face à la menace soviétique, les bourgeoisies européennes sont désormais au pied du mur.

D'autant plus que le dollar continue sa chute libre, permettant une remontée spectaculaire des exportations américaines, mettant en danger les économies européennes. La crise du pétrole s'est aussi avérée, finalement, bien plus lourde pour l'Europe, plus dépendante des pays arabes pour sa consommation, que pour les USA.

L'EUROPE PLIE

En mars 74, le gou-

son approbation. Entre temps, le 6 juin, les européens ont consenti pratiquement à toutes les concessions économiques demandées par Washington.

Le resserrement de l'emprise US sera encore consacré, en novembre, par le remplacement, en Allemagne, de Brandt par l'actuel chancelier Schmidt. L'Europe rêvée par Pompidou, se détachant progressivement de la tutelle américaine, a vécu. Tout est en place pour la confirmation, en été 75, de cette région du monde comme champ clos de la rivalité soviéto-américaine, à la conférence «sur la sécurité et la coopération» d'Helsinki.

Jean LERMET

7 000 PERSONNES À ARANJUEZ ATTAQUÉES PAR LA GARDE CIVILE 100 BLESSÉS

A Aranjuez, dimanche dernier, les associations de voisins, de maîtresses de maisons, de clubs de jeunes, et diverses autres organisations de Madrid s'étaient joints à l'excursion organisée par la Fédération des voisins d'Aranjuez, pour lui témoigner sa solidarité après la répression dont elle a été victime la semaine dernière, et pour discuter d'un document-programme sur les conditions de vie dans les quartiers populaires et les libertés démocratiques. Environ 7000 personnes étaient réunies, des familles entières avec des enfants jeunes. Tout se déroulait normalement, lorsque vers 17 h la garde civile a attaqué sauvagement la foule, à coups de crosse de fusils, de mousquetons, en créant la panique. Des morceaux de fusils brisés, retrouvés après, attestent de la violence des coups de la garde civile. De nombreux enfants ont été blessés, roués de coups, plusieurs personnes ont été écrasées, les vitres des cars et des voitures qui avaient amené les groupes ont volé en éclat. La garde civile a braqué deux mitrailleuses sur la foule. Le bilan est extrêmement lourd : il y a 100 blessés qui restent hospitalisés et une trentaine d'arrestations.

L'ensemble des associations présentes s'élève vigoureusement contre cette agression et mettent en avant, plus que jamais la nécessité du rétablissement des libertés démocratiques.

CORÉE DU SUD :

Nam Duch Woo, vice premier ministre et ministre du plan de Corée du Sud, est en visite officielle à Paris. Le voyage a pour but de développer la coopération économique entre les deux pays. Les investissements français se sont multipliés dans les chemins de fer, les cimenteries et l'industrie lourde et chimique. Cette visite du fantôme sud-coréen à Paris traduit bien la volonté de Giscard d'apporter aide économique et militaire et soutien politique au gouvernement fasciste antipopulaire de Séoul.

AFRIQUE DU SUD :

Une violente polémique oppose la police sud-africaine à certains milieux de presse, à propos de la mort dans les

locaux de la police de Durban, le 18 mars, de Joseph Mudli, un africain mort sous la torture.

COMORES :

Le chef de la délégation comorienne à la conférence de Paris a indiqué à sa sortie de l'Elysée que les rela-

tions franco-comoriennes de Mayotte, «partie intégrante du territoire national» des Comores.

INTERNATIONAL

APRÈS LA JOURNÉE DU 15 MAI NOUVEAUX SOULÈVEMENTS EN PALESTINE

La grève générale en Palestine occupée du 15 mai est le début d'un nouveau soulèvement en Cisjordanie. Hier, à Ramallah, une manifestation a eu lieu et l'armée israélienne a tiré sur les manifestants, tuant un jeune homme de 20 ans. Depuis le 15 mai, c'est le 5ème assassinat de l'armée sioniste. La grève était générale à Naplouse, les magasins et les écoles fermés en protestation contre l'assassinat la veille d'une jeune Palestinienne.

Pendant les obsèques de la jeune Palestinienne, des drapeaux palestiniens ont flotté dans tout Naplouse. Le corps de la jeune fille a été enveloppé d'un drapeau palestinien.

Le 15 mai, des mots d'ordre de grèves générales avaient été lancés dans toute la Palestine, de la Galilée au nord à Rafah au sud, de Yafa sur la côte, à Ariha en Cisjordanie. En Galilée, les habitants étaient invités, à l'occasion de cette journée de lutte, à rendre hommage aux trois martyrs de la «Journée de la terre». Face à ce mouvement,

l'armée de l'occupation s'est vue renforcée par les patrouilles des «frontières», la police et les formations para-militaires des colons.

Les manifestants palestiniens ont posé des barricades à l'entrée des villes de Cisjordanie et de Gaza, et des affrontements ont eu lieu entre l'armée qui voulait rentrer et les manifestants. Les masses palestiniennes ont utilisé les pierres, les cocktails molotov alors que les sionistes ont utilisé leurs armes, leurs chars et leurs hélicoptères. La presse internationale s'est vue interdire l'accès des villes où les affrontements avaient lieu.

Pour cette journée, Yasser Arafat a adressé un message aux masses palestiniennes vivant sous l'occupation, saluant leur lutte quotidienne contre l'occupant et a parlé des «opérations militaires presque quotidiennes en Palestine sont la preuve de la victoire sûre de la Révolution Palestinienne».

Au meeting de l'AMFP à Paris

LE RÉGIME DES PRISONS SIONISTES

Dimanche, à la salle de la Mutualité, de très nombreuses personnes sont venues au meeting organisé par l'Association Médicale Franco-Palestinienne «Une terre occupée, un peuple en lutte». Les assistants ont pu écouter de nombreux témoignages sur la vie du peuple palestinien à l'intérieur de la Palestine, sur les luttes qu'il mène contre l'occupant sioniste et sur la répression qu'il subit, qu'il soit dans les terres occupées en 1948 ou en 1967. Les personnes présentes ont pu entendre le témoignage de deux maires éloignés récemment parce qu'ils étaient patriotes, le témoignage de Ilan Halévy, de la «Ligue» Israélienne «des Droits de l'Homme» et le témoignage de Lotfiya Hawari, qui a été emprisonnée six fois de suite et torturée dans les prisons israéliennes. Le meeting de l'AMFP a été un grand succès.



Le peuple palestinien a été chassé de sa terre et condamné à l'exil où il est confiné dans des ghettos, dans un environnement insalubre, surpeuplé...

Le peuple palestinien resté sur son sol est soumis à l'occupation militaire. On lui confisque ses terres pour y installer une colonisation étrangère, on dynamite les maisons, on en expulse les habitants, on emprisonne, on déporte...

Tout ceci constitue une violation du droit international à la santé. L'AMFP la dénonce et se doit de lutter pour que tout cela cesse.

TÉMOIGNAGES SUR LES PRISONS ET LES CONDITIONS DE DÉTENTION (Membres de l'AMFP)

Les prisons les plus importantes sont les prisons de Ramleh (800 prisonniers) et de Beer-Sheba (réservée aux Arabes) construite par les prisonniers eux-mêmes. 20 personnes sont dans une cellule de 25 m². En cas de grève, ils y restent tous enfermés... Aucune hygiène : il y a des rats, il y a des courants d'air...

Des usines sont construites dans les prisons, car le travail est obligatoire pour les prisonniers. Le produit est souvent exporté... Les prisonniers, malgré toutes les mesures de l'occupant, arrivent à s'informer, à suivre les nouvelles, à s'organiser dans la prison. Ils sont actuellement en grève depuis plusieurs semaines, contre le travail obligatoire, les conditions de détention... D'Khalil : la situation de l'hôpital est lamentable : vous ne pouvez pas soigner un blessé. Hamdan a été transporté à mon hôpital à Bethléem. Même là, je ne pouvais pas le soigner car il avait une fracture du crâne. Dans tous les territoires occupés, il n'y a pas un seul neuro-chirurgien. On a été obligé de le transporter à l'hôpital Hadasa, hôpital «israélien». Il est mort là-bas. L'hôpital a reconnu qu'il était atteint de 14 fractures... Quand il est mort, on a demandé le corps. Ils ont refusé. Ils ont donné le corps à 2 h du matin pour empêcher que les funérailles soient faites pendant la journée et ils ont obligé la famille que l'enterrement soit fait en 10 minutes. Mais à Al-Khalil, il y avait déjà 2000 personnes. Les funérailles ont été transformées en manifestation.

Dans les prisons, les tortures les plus atroces sont pratiquées : brûlures, électro-chocs, arrachement des ongles, pendaison...

La classe ouvrière en territoire occupé subit une exploitation coloniale : répression des activités syndicales, inégalité de salaires par rapport aux ouvriers de la puissance occupante, le repos hebdomadaire n'est pas payé...

La politique de ségrégation raciale s'étend aux structures mêmes de la santé. Les autorités d'occupation utilisent la notion de «prévention» pour vider de leurs habitants certains camps ou villages jugés insalubres. A Jérusalem, un hôpital terminé en 67 a été confisqué pour y installer les services de police. Deux autres hôpitaux ont été transformés en prisons.

LIBAN L'ARMÉE DE LIBÉRATION DE LA PALESTINE AUX CÔTÉS DE LA RÉVOLUTION PALESTINIENNE

Pendant toute la journée d'hier, les combats se sont poursuivis à Beyrouth et dans la montagne autour de Faraya, centre important des Phalanges et de leurs alliés. A Tripoli, une victoire importante vient d'être marquée par les forces patriotiques et la Révolution Palestinienne : l'Armée de Libération de la Palestine, normalement sous contrôle de la Syrie, a répondu à l'appel de l'OLP et a arrêté ses manœuvres contre les forces patriotiques. C'est un pas essentiel pour la poursuite de la lutte contre les forces réactionnaires libanaises aidées par l'impérialisme.

C'est aussi un pas vers la reconstruction de l'unité palestinienne en dehors de toute ingérence des pays arabes.

L'ALP (Armée de Libération de la Palestine) est une armée répartie dans les pays entourant l'en-

mi sioniste : l'Egypte, la Jordanie et la Syrie. L'ALP a été constituée pendant la guerre de 1948 contre «Israël», avant la création de l'OLP. Elle est formée de Palestiniens chassés en 1948 de leur patrie mais chaque unité a suivi le régime du pays où elle se trouvait, et se trouve sous les ordres d'officiers de chaque pays. Pendant la guerre de 73, l'ALP se trouvant en Syrie et en Egypte a pris une part importante dans les combats. Depuis l'intervention de la Syrie au Liban, celle-ci a fait rentrer l'ALP dans les combats. Depuis cette période, un rapprochement s'est fait peu à peu entre l'OLP et l'ALP venue de Syrie. De son côté, l'Egypte a aussi envoyé des forces de l'ALP au Liban. Le même processus est en train de se faire de ce côté. La Révolution Palestinienne déjouera ainsi les manœuvres que les pays arabes ont voulu tenter contre elle.

Après cette nouvelle victoire des forces patriotiques, la Syrie a demandé à voir Yasser Arafat. Il se peut que la Syrie recule face aux revendications des forces patriotiques qui demandent la fin de l'intervention syrienne au Liban.

Le journal du parti «communiste» tchèque a affirmé son soutien au rôle de la Syrie au Liban. Cette attitude montre que

l'URSS n'est pas aussi étrangère que certains le prétendent aux tentatives syriennes d'englobement de la Résistance Palestinienne.

Beyrouth : une bombe a été lancée par les forces réactionnaires sur un jar-

din d'enfants d'un camp palestinien. 10 enfants sont morts. Déjà, la veille, les bombardements aveugles du même genre avaient tué plus de cent cinquante personnes et blessé cinq cents autres. Notamment, un cinéma bondé avait été pris pour cible par les phalangistes.

TUNISIE

NOUVELLE POUSSÉE DES LUTTES OUVRIÈRES

Depuis plusieurs semaines, les ouvriers de la SNCFT ont présenté des revendications concernant le relèvement du salaire minimum en fonction de la hausse des prix, la reconsidération du statut et des primes (révision des grilles des salaires - système des primes automatiques et garanties), le retour à la semaine de 40 heures qui avait cours avant le décret beylical de 1947. Cette dernière revendication a reçu la ratification de la part des autorités en 1973 mais ne fut jamais appliquée. Pour appuyer leurs revendications, les ouvriers ont observé un arrêt de travail de deux heures, tenu une assemblée générale à la bourse du travail à Tunis ainsi qu'une manifestation de rue le 26 avril et ont déposé un préavis de grève pour le 6 mai. Ces

revendications n'ayant pas été satisfaites, une grève générale a commencé le 6 mai à 6 heures paralysant le secteur du transport ferroviaire dans l'ensemble du pays et entraînant l'intervention des BOP et de la police civile.

Par ailleurs, le 3 mai, les ouvriers de la SNT sont entrés dans une grève totale et ont organisé une manifestation de rue (appuyée par les étudiants) aux cris de : «Pain et liberté et dignité nationale», «syndicat libre», «Achour démagogue», (Achour est le patron de l'UGTT) ; au cours de cette manifestation les forces de la répression (BOP) sont intervenues brutalement pour disperser les manifestants, ce qui a créé un grand courant de solidarité populaire.

CHILI : Un agent britannique du nom de John Cooper a affirmé que, deux ans durant, il avait été payé par le gouvernement Pinochet pour surveiller les exilés chiliens en Angleterre.

THAÏLANDE : Une centaine de combattants révolutionnaires thaïlandais ont attaqué dimanche dernier le camp d'entraînement des «Volontaires de la Défense Civile», situé près de Nakhon-Si-Thammarat, dans le sud du pays. Le camp a été rasé, et une quinzaine de «volontaires» ont été tués. Les combattants révolutionnaires se sont repliés sans aucune perte.

NIGERIA : Sept personnes ont été exécutées au Nigéria pour avoir participé à la tentative de coup d'Etat du 13 février 1976, qui avait coûté la vie au général Murtala Muhammed, chef de l'Etat nigérian. 37 autres personnes avaient déjà été exécutées en mars dernier.

IRAN : Les forces de répression iraniennes annoncent qu'elles ont assassiné douze patriotes «Volontaires de la Défense Civile», lors de quatre attaques dans les quartiers populaires de Téhéran.

Toutefois, on compte quatre morts dans les rangs de la police : la répression sanglante du peuple iranien continue toujours.

ZIMBABWE : Les communications ferroviaires entre Salisbury et Umtali (à la frontière du Mozambique) ne seront plus assurées que le jour ; cette décision a été prise après les opérations lancées par les forces patriotiques à 80km de la frontière du Mozambique, dans une région jusqu'alors considérée comme «sûre» par les troupes d'occupation blanches.

LES LUTTES DU 1^{er} MAI

AVEC LA LUTTE CONTRE LA SONACOTRA, TRAVAILLEURS IMMIGRÉS: QU'EST-CE QUI A CHANGÉ ?

INTERVIEW DE DEUX RESPONSABLES DU COMITÉ DE COORDINATION

—Le Quotidien du Peuple : Il faut commencer à tirer les premières leçons de ce long mouvement de lutte contre la Sonacotra. Du point de vue des travailleurs immigrés, qu'est-ce qui a fondamentalement changé ?

—D'une manière générale, les travailleurs immigrés, depuis un certain nombre d'années qu'ils vivent dans la misère, on peut dire que depuis 57 jusqu'à aujourd'hui, certains parlent de «légers» changements, mais ça ne se voit guère ! Nous étions, en somme, promis à vivre dans la misère et aucun parti, aucun gouvernement, aucune ambassade n'a jamais rien fait de concret et c'est pour cela qu'aujourd'hui, il y a une prise de conscience considérable qui se développe. Et aujourd'hui, le problème de la Sonacotra va remettre en cause toute la politique bourgeoise du logement, toute la politique bourgeoise de l'immigration et c'est bien pour cela que le gouvernement essaie par tous les moyens d'écraser le mouvement.

—QdP : La politique bourgeoise de l'immigration, elle a été forgée petit à petit. Comment peut-on caractériser son évolution jusqu'à aujourd'hui ?

—Il y a toute une période (bien avant l'arrivée de Giscard à l'Élysée) où a commencé de se mettre en place au niveau du gouvernement une politique de l'immigration. Après 68, il y a eu des luttes de travailleurs immigrés, mais qui n'ont jamais pris une ampleur nationale : ça ne posait pas encore de gros problèmes au gouvernement. Mais à partir de 72, on commençait à se douter que quelque chose allait sortir, on ne savait pas trop quoi... Ce qui est sorti, finalement, c'est la circulaire Fontanet, toute une série de mesures pour éviter que les travailleurs immigrés ne s'unissent aux luttes des travailleurs français.

Ces premières mesures ont amené un certain nombre de travailleurs immigrés à déclencher des luttes, compte tenu des conditions d'exploitation atroces (tu avais des gars qui touchaient 300 balles de l'heure, sans aucun droit ni syndicat et qui, en plus, ne comprenaient pas un mot de français). Au bout de trois ou quatre mois, les gars se sont rendus compte que quelque chose n'allait pas, c'étaient des contrats de trois, quatre ou six mois, au grand maximum un an.

—QdP : Quel sens prennent alors les mesures Dijoud ?

—Les mesures Dijoud trouvent tout leur sens, du point de vue de la bourgeoisie, par rapport aux travailleurs saisonniers : marocains, tunisiens, turcs. Elle disait que c'était des travailleurs clandestins. De fait, il y a des preuves écrasantes comme quoi ces travailleurs étaient amenés ici avec l'accord du gouvernement. C'est tout un trafic gigantesque qui a été mis en place pour embaucher des gars pour des travaux bien particuliers : travaux saisonniers, travaux de nuit, chantiers, etc... travaux ne demandant pas une main d'œuvre qualifiée, et uniquement pour quelques mois. D'où les immenses avantages qu'en retire le gouvernement français, si l'on compte, qu'en plus, il s'est donné les moyens de renforcer le contrôle des entrées et des départs.

«L'unité Français-Immigrés progresse à petits pas...»

—QdP : Selon vous, dans toutes ces luttes de 68 à aujourd'hui, la question de l'unité Français-immigrés a-t-elle marqué de grands

progrès ? Sinon, qu'est-ce qui a fait obstacle ?

—Si la jonction Français-immigrés ne s'est pas pleinement réalisée, cela tient pour une part importante aux forces politiques qui dominent les travailleurs de France. J'avance une hypothèse : au niveau de la classe ouvrière française, l'essor des luttes de libération nationale n'a pas toujours été bien compris et s'est même heurté au chauvinisme entretenu par le PCF et le PS. D'où tout le poids qui pèse sur les travailleurs français. Et quand on parle d'unité, si on n'a pas ça en tête, on ne comprend pas très bien. Parce que de fait, on a les mêmes intérêts, on explique dans toutes les luttes qu'on mène en France que l'unité Français-immigrés est nécessaire pour avancer. Et dans les luttes actuelles, on se rend compte que si on avance, ce n'est tout de même qu'à petits pas. Ça ne viendra pas du jour au lendemain. Ce qui est important, c'est qu'il y a une prise de conscience de nos camarades immigrés sur cette question : un des axes essentiels de lutte que nous mettons en avant, c'est justement le problème de l'unité Français-immigrés.

—Au niveau des travailleurs immigrés, on a commencé à comprendre que, depuis des centaines d'années, la bourgeoisie, le capitalisme, le colonialisme ont toujours cherché à isoler, à diviser, à maintenir les masses dans l'ignorance pour pouvoir régner. Aujourd'hui on constate que dans les luttes qui se développent sous différentes formes (les immigrés, mais aussi les femmes, etc...), toutes ces luttes sont basées sur l'unité populaire. C'est pour cela qu'on voit aussi, d'autre part une répression massive s'abattre sur la classe ouvrière.



—QdP : Mais depuis deux ans que Giscard est au pouvoir, la politique de la bourgeoisie est devenue nettement plus violente, plus brutale contre les travailleurs. Cela n'entraîne-t-il pas un développement des luttes sur tous les fronts et la nécessité de resserrer les liens entre Français et immigrés ? Qu'en pensez-vous ?

—Par rapport aux luttes juste après la mort de Pompidou, il y a eu toute une révolte qui s'est exprimée par des grèves de la faim. Ça n'a débouché sur rien... du moins, pas immédiatement.

Quand on se réfère un peu à ce qu'a été la politique de Giscard, par exemple, il y avait deux visages : celui de la télé («Soyez calmes, il ne faut pas dramatiser»), et de l'autre côté, c'était Ponia avec ses chiens et ses CRS. Dès ce moment, le mouvement spontané qui s'était développé quelques temps auparavant a eu un certain succès : ça a permis de faire connaître les luttes...

Mais, en même temps, le deuxième visage du régime a fait que ces luttes menaient directement à la catastrophe parce qu'elles exprimaient un désir d'en finir avec les conditions d'exploitation, etc...

Et à force d'explication et de mises en évidence de la réalité, les travailleurs français commencent à comprendre. Ils voient la réalité, ils voient comment les problèmes se posent. Ce n'est pas camouflé. Certains Français, qui vivent dans les cités à côté, ils ont vu, ils ont jugé que ce que nous revendiquons aujourd'hui est juste et logique, qu'il n'y a pas de choses impossibles à avoir.

«Les problèmes que nous rencontrons sont liés à l'ensemble de la politique de la bourgeoisie française»

—QdP : C'est à partir de là qu'est apparu la nécessité de réaliser un mouvement uni des travailleurs contre la Sonacotra, en liant cette lutte à celles des travailleurs français ?

—Oui, bien qu'à ce moment-là, il n'y avait pas cet instrument dont les travailleurs ressentaient le besoin : une force capable, non pas seulement de diriger, mais aussi d'analyser une situation globale, parce qu'il n'y a que comme ça que peut véritablement raisonner un mouvement de masse de l'immigration : les problèmes que nous rencontrons sont directement liés à l'ensemble de la politique de la bourgeoisie française. Si on s'écarte de ce problème, on court le risque de se couper de la masse des travailleurs français.

Précisons quand même une chose par rapport au mouvement de lutte



tous les quinze jours ou, quand la situation l'exige, alors on appelle tout le monde à descendre.

Tout à fait au début, il y avait des gens qui ont pris conscience des difficultés et des conditions de vie dans les foyers, ils ont dit : il faut faire une action. L'action, comment cela a-t-il commencé ? Cela a été de rassembler tout le monde et de dire : si on créait un comité de résidents par foyer ? Les représentants en seraient élus démocratiquement. C'est à partir de là que ça a commencé à prendre forme.

—QdP : Et au niveau du Comité de Coordination, comment les problèmes sont-ils discutés ? Comment se réalise, à partir de là, l'unité des travailleurs de la Sonacotra ?

—Il y a une réunion pratiquement toutes les semaines. De chaque comité de résidents, il y a deux membres. Avec cinquante foyers, cela fait tout de même cent gars ! Et chacun pose ses problèmes. On dit : voilà, dans notre foyer, nous rencontrons telle ou telle difficulté. Nous étudions le problème et une décision est prise en commun. On dit : ou bien on va faire une intervention, ou bien on va prendre des mesures, des procédures judiciaires... C'est pour cela que la plate-forme a été élaborée au niveau du Comité de Coordination, cela s'est fait à partir des aspirations de plusieurs milliers de résidents. Chaque foyer a amené une plate-forme au début pour la constitution de la plate-forme revendicative commune. De toutes les propositions qui émanaient de tous les foyers, on a tiré en conclusion la plate-forme actuelle. Parce que c'était des points qui se posaient dans tous les foyers. Parce que dans tous les foyers de la Sonacotra, on trouve que les prix sont trop élevés : le règlement intérieur, il est le même ; le droit de réunion, il n'existe pas ; le droit de visite non plus, les gérants sont partout des racistes, etc... C'est à partir de là que s'est faite l'unité des travailleurs, pas seulement des délégués.

Cela a permis le développement d'une conscience de classe, d'une conscience politique chez les travailleurs, parce que, de fait, le Comité a été refusé par tous, que ce soit par le gouvernement, par certains partis politiques «de gauche» et bien sûr par la Sonacotra qui est prête à céder sur l'ensemble des revendications (on a des exemples en province où, par crainte de l'extension du mouvement, elle a lâché sans même discuter avec les gars). Mais par rapport au Comité de Coordination, elle ne cédera pas sans qu'on mette le paquet.

Imposer la reconnaissance du Comité de Coordination

—QdP : Les discussions, à la base, elles ont lieu d'abord dans les assemblées générales ?

—Oui, elles se tiennent effectivement

DANS NOTRE COURRIER

COMMUNIQUÉS

Le nucléaire au cinéma

Le Cinématographe (44, cours Suchet - 69002 LYON), présente du 17 mai au 24 mai, trois films suivis de débat pour illustrer les dangers de l'Energie Nucléaire : pollution thermique et radioactive, société policière et concentrationnaire, atome militaire.

Au programme :	
- «LA BOMBE»	de P. WATKINS
- «KASHIMA PARADISE»	de BENIE DESWARTES et YANN LE MASSON
- «DOCTEUR FOLAMOUR»	de STANLEY KUBRICK
«LA BOMBE» :	
Mar. 18 mai	21 h 40
Mer. 19 mai	17 h / 21 h 40
«KASHIMA PARADISE» :	
Mar. 18 mai	18 h 00
Mer. 19 mai	18 h 00
«DOCTEUR FOLAMOUR» :	
Mar. 18 mai	19 h 45
Mer. 19 mai	14 h 15 / 19 h 55

La société libérale avancée n'admet pas la dérision

Comme chaque année, à pareille époque, la ville de Reims invite son bon peuple rémois à admirer un défilé représentant l'arrivée de Charles VII et de sa fidèle Pucelle Jeanne d'Arc, traversant la ville jusqu'à la cathédrale.

Qu'est-ce que ce défilé ? Le seul événement rémois de l'année qui consiste à faire parader la haute bourgeoisie rémoise (à cheval), les gamins des écoles libres (déguisés en archevêques et distribuant des bénédictions à la ronde...), des gymnastes de tout poil (se livrant à quelques galipètes)... le tout accompagné de quelques fanfares (dont celle du 1^{er} GCM réquisitionné pour la circonstance) ne sachant jouer autre chose que des marches militaires.

Voilà dix sept ans que ça dure... Cette année, un groupe de rémois, a voulu fêter l'événement à sa manière, en précédant le défilé officiel par son propre défilé : une

Jeanne d'Arc pour le moins dépoétisée, encadrée par divers dignitaires (le fantôme de De Gaulle, le grand bourgeois Giscard, Charles-Taittinger VII, l'évêque Ponia-Cauchon...) poursuivis et chahutés par des «fous de jadis et d'aujourd'hui (chômeurs, bouffons, sorcières...) l'ensemble joyeusement costumé, dansant et chantant des chansons dont le texte était distribué à un public amusé et complice.

Cette intervention, en rien agressive, ne faisait que meubler les temps morts, précédant le défilé officiel. Et pourtant, on fit donner la police. La soldatesque municipale (deux 4L, suivies de trois cars...) embarqua les joyeux contestataires et les boucla jusqu'à la fin de la cérémonie, histoire de les réduire au silence. Il est vrai que «l'ordre public» venait d'en prendre un sérieux coup...

Des Rémois, lecteurs du QdP



POUR SOUTENIR
LE QUOTIDIEN DU PEUPLE,
JE DONNE

10F

50F

100F

Nom.....

Adresse.....

Profession.....

Envoyer à
Le Quotidien du Peuple BP 225
75924 Paris Cedex 19 - CCP 23 13 248 F Paris

SAINT-ETIENNE S'EST MIS AU VERT !

Des voitures enrubannées de vert, des concerts de klaxons au son de «Allez les Verts» vous accueillent dans toute la vallée du Gier jusqu'à St Etienne. Bien sûr, tout le monde a deviné tant l'intoxication publicitaire a été grande : ce soir, c'est la finale de la Coupe d'Europe : St Etienne-Bayern.

Quel spectacle insolite, quand vous parcourez les rues et avenues stéphanoises ! Ici, chez ce droguiste, en vente, d'une façon hétéroclite : des Kway, des tee-shirts, des porte-clés... des slips, des soutien-gorge et perruques. Une unité cependant dans la couleur et les inscriptions ! Ce même commerçant a poussé la plaisanterie pendant la nuit jusqu'à peindre son trottoir en vert !!!

Les vitrines de pharmacie ont elles aussi arboré la couleur de l'espérance ! En continuant votre chemin, vous tomberez chez un marchand de liqueurs : il a baissé le prix du whisky écossais en l'honneur de la ville de Glasgow ! Un moyen comme un autre pour attirer le client et faire des bénéfices...

Le barman du coin vous dira qu'aujourd'hui, on ne sert que des boissons à la couleur des joueurs stéphanois à savoir pour les assoiffés : verveines et menthes à l'eau ! Vous désirez une glace, la marchande vous la servira à la pistache : c'est le goût du jour, cela va de soi ! Au fur et à mesure de votre périple, vous trouvez toujours plus verdoyantes les innovations publicitaires !

Mais ne soyons pas dupes... à qui cela profite-t-il ? Comme on peut le voir, d'abord, aux commerçants (ils se sont saisis

Quels articles fallait-il faire sur la finale de la coupe d'Europe ? Selon toi, il aurait suffi de montrer tous les aspects, tous les dessous et toutes les intentions de la campagne idéologique et commerciale orchestrée autour de ce match, et c'est ce que nous n'aurions pas fait.

Je ne pense pas que c'est seulement ainsi qu'on doit traiter des compétitions sportives. Certes, le match St Etienne-Bayern présentait tous les aspects dont tu parles et l'engouement organisé autour des «verts» est une dangereuse manipulation, exploitée par le pouvoir pour réaliser un consen-

largement de ce fait sportif pour augmenter leurs bénéfices)... et surtout au club l'ASSE : ses recettes publicitaires vont doubler par rapport à l'année 1974-75. La vente de bretelles vertes, par exemple, a rapporté en quelques jours des millions d'A.F.... sans compter celles expédiées à Glasgow !

Il est certain que ce ne sont pas les employés de la CFVE (transports urbains stéphanois) actuellement en lutte, les travailleurs de Sablé, de la Soma, d'ITT Claude... etc qui vont empocher les bénéfices. Ce ne sont pas eux non plus qui ont pris l'avion en partance pour Glasgow.

Non, contrairement, à ce que veut nous faire croire la bourgeoisie et ses organes de presse, de radio et de télévision, le sport n'est pas neutre. Il est soumis dans son intégralité au système économique, social et politique capitaliste.

Malgré l'utilisation du sport pour détourner les travailleurs de leurs problèmes et de leurs conditions d'exploitation, les luttes à Saint-Etienne continuent...

Une lectrice QdP d'Angers (originaire de St Etienne !)

Il m'est parfaitement indifférent que le Bayern ne soit pas imbattable et je regrette encore moins l'absence de Rocheteau. Peu m'importe aussi que «le vert soit plus favorable à St Etienne qu'il ne l'a été au PCF à Tours», comme vous le souhaitiez. Quel que soit le vainqueur du match, il y a un grand perdant, le sport.

Le sport, c'est l'épanouissement physique d'une popula-

sus national chauvin. A quoi servirait de donner notre jugement sur cette affaire si nous ne parlions pas du match, de son déroulement, des joueurs ? Nous apparitions comme des donneurs de leçons dédaigneux du sport.

Je pense qu'il fallait rendre compte de la composition des équipes, de la façon dont se présentait le match, de son déroulement... Ne serait-ce que pour que nos lecteurs, soient informés sans avoir à subir le délire vert des organes de presse bourgeois. Notre erreur a été de nous limiter à cela dans un premier temps. Nous avons minimisé la campagne chauvine et nous n'avons pas été

tion, l'amélioration de sa santé et de son hygiène. C'est aussi le lieu de multiples rencontres dans les entreprises, et dans la jeunesse. Le sport de masse, oui, il faut l'encourager. Mais est-ce de cela qu'il s'agit ? (...)

Après la religion, aurons-nous le dieu football ? Ne pas dénoncer cette gigantesque entreprise financière et idéologique, c'est tourner le dos à l'éducation des masses. Des centaines de millions sont en jeu. Ils ne tombent pas du ciel. Il faut bien qu'ils viennent de quelque part. Et c'est du porte-feuille des travailleurs qui achèteront les gadgets verts en tout genre et se feront exploiter dans les entreprises dont l'implantation à St Etienne aura été guidée par une publicité intense. Plutôt que de se mettre au diapason des cocoricos poussés par la grande presse pour réaliser le consensus national si cher à Giscard, il faut mettre en évidence tous les aspects, tous les dessous, et toutes les intentions d'une campagne idéologique et commerciale sans précédent. Ces verts, qui mettent tout leur cœur à la tâche, s'entraînent d'arrache-pied et affrontent sans regimber les plus grandes difficultés, ne devraient-ils pas devenir un modèle pour tous les travailleurs français, pour tous les bons Français, appelés ainsi à supporter héroïquement les sacrifices imposés par la crise ?

Fraternellement
Corr. Charleville

P.S. : Vu l'article «La fièvre verte», c'est un début de redressement. Mais seul le côté commercial de l'affaire est évoqué. Reste tout l'impact idéologique d'une campagne dont la nature n'est pas expliquée.

totallement exempts de chauvinisme vert : «Souhaitons que le vert soit plus favorable à St Etienne qu'il ne l'a été au PCF», par exemple !

L'article «la fièvre verte» tentait après coup de montrer les mécanismes de la campagne, non seulement son côté commercial, mais aussi et principalement son utilisation idéologique et politique. Ta critique sur ce point ne me semble pas justifiée. Il serait bon de la préciser. Il reste que le débat est ouvert sur la façon dont le quotidien doit rendre compte des compétitions sportives et de toutes leurs implications. Camarades nous attendons vos lettres.

S.L.



Le Quotidien du Peuple
Publication du PCR (ml)
Adresse Postale : BP 225 75 924
Paris Cedex 19
CCP n° 23 132 48 F Paris
Directeur de Publication :
Y. CHEVET
Imprimé par IPCC Paris
Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

PHOTOGRAPHIE

COMMENT CHOISIR SON APPAREIL ?

Le choix se fera selon plusieurs critères :

- L'usage que l'on veut faire de son appareil, c'est-à-dire quel sujet allons-nous aborder : la photo de famille, de paysages, de fêtes populaires, de luttes...

- Quelle conception a-t-on de l'appareil photographique ? Un objet lourd, encombrant qu'on ne « sort » qu'une fois par an pour faire « la » photo ? Un instrument de la vie de tous les jours, pour photographier le révoltant, l'amusant ou pour fixer un souvenir de voyage ?

- Comment considère-t-on la photographie ? Un minimum à savoir, le moins de réglages possible, et on arrive à « sortir » quelque chose, ou bien une bonne dose de technique, de patience et de réglages.

- Quel budget va-t-on allouer à la photographie ? le minimum, le maximum, ou ce qu'il y a de moins cher mais de correct ?

On peut essayer de trouver un certain type d'appareil répondant à chacune de ces questions :

• Les formats « 110 » et « 126 » : ils sont plus utilisés pour prendre des photos de famille, éventuellement des photos d'une manifestation, d'une affiche. Leur usage est très souple. Ils répondent à la conception de l'appareil très simple, prenant peu de place, discret, où il n'y a pas grand chose à savoir. On n'atteindra certes pas la perfection, la photo sera même peut-être un peu floue lorsqu'on agrandira le négatif. Mais le prix de l'appareil, la simplification et l'utilité assez grande gommant un peu ce manque de qualité.

• Le format « 135 » : ces appareils s'adaptent très bien à tous les types. Certains ont des objectifs interchangeables, ils peuvent donc servir à

sés, on peut photographier un train, une voiture de course ou bien, l'appareil fixé sur un pied pour éviter les vibrations, on peut

finir par avoir dans son sac une petite fortune (à ne pas oublier sur un banc ou dans le train !). Disons que l'on peut trouver dans toutes les gammes d'appareils et d'objets un bon boîtier et un bon objectif à un prix le moins cher dans le correct, c'est-à-dire un boîtier sans gadgets avec simplement la cellule incorporée, le réglage des vitesses (jusqu'au millième de seconde), la prise pour le flash électronique et magnétique, le compteur de prises de vue.

• Le format « 120 » : avec ces appareils, on peut aussi tout faire, à condition d'y mettre le prix. Souvent lourds, toujours encombrants, ils ne

On peut dire de ces appareils qu'ils permettent d'obtenir une très grande qualité mais que généralement, leur prix ne les rendent accessibles qu'aux professionnels ou amateurs fortunés.

• Le « polaroid » : il convient pour la photo de famille ou de voyage que l'on sort immédiatement. On peut faire du noir et blanc et de la couleur. Ils peuvent se transporter facilement, sort d'un manie- ment simplifié (cellule incorporée, pas de réglage de distance, sauf sur les modèles perfectionnés). Mais la qualité des épreuves sur papier qu'on obtient en quelques secondes est médiocre.

Récapitulons : il y a des



Cette photo faite avec un « Instamatic », grandie 2 fois, devient floue.

tous les cadrages (depuis la photo de sport où il faut un télé-objectif, jusqu'à la macrophotographie où il faut un soufflet pour photographier les insectes, les plantes...). Bien sûr, ces appareils prennent déjà beaucoup de place. Cependant certains peuvent encore se mettre dans la poche, ils ont un objectif inamovible. Les autres ne peuvent se transporter qu'en bandoulière, ou bien dans un sac (ce qui permet de mettre les pellicules, les accessoires, les autres objectifs). L'inconvénient de ces appareils, ce sont les réglages et leur prix.

Les réglages, à part dans les appareils automatiques, sont nombreux mais précis. Dans les reflex, on fait plus facilement la mise au point. Avec une cellule incorporée, on mesure très bien la lumière émise par sujet photographié. Avec le réglage des vitesses,

photographier la nuit, ou en très faible lumière.

Avec les diaphragmes, on peut régler la profondeur de champ (plus on ferme le diaphragme, plus la zone de netteté entre l'appareil et l'infini est grande). Si on fait tous ces réglages rapidement, sans en oublier, alors on a des chances d'obtenir un très bon résultat.

Encore faut-il avoir des objectifs de très bonne qualité. Et un objectif de très bonne qualité coûte cher. On en arrive au deuxième inconvénient, le prix. L'achat d'un boîtier simple mais robuste, avec un bon objectif, cela veut très souvent dire une paye (entre mille et deux mille francs). Si en plus on doit acheter un ou deux autres objectifs, on



Cette photo faite avec un 24 x 36, grandie 2 fois, reste nette.

permettent pas la rapidité, la simplification. Des réglages, il y en a beaucoup à faire. Dans ce format, on peut signaler des appareils comme le Lubitel (URSS) qui ne coûte qu'entre 120 et 150 F (mais de qualité médiocre), comme les appareils de la République Populaire de Chine (entre 300 et 700 F, de qualité correcte, très robuste).

appareils très simples de manie- ment, discrets et peu encombrants, financièrement abordables, mais de qualité limitée. Il y a des appareils plus compliqués, plus encombrants mais qui offrent plus de possibilités de réglages, qui ouvrent un plus grand champ dans l'application de la photo, il y a la qualité, mais le prix est très

souvent élevé. Enfin, il y a les appareils pour professionnels, ou pour fortunés ; les appareils spéciaux du type polaroid qui donnent immédiatement le résultat sur papier. Espérons qu'après cela votre choix sera plus facile et que vous trouverez un appareil adapté à vos besoins. La prochaine fois, nous verrons comment régler son appareil.

TÉLÉVISION

MARDI 18 MAI

TF1

18 h 30 - A la bonne heure
19 h 05 - Chateau
Espérance
19 h 20 - Actualités
Régionales
19 h 40 - Une minute pour
les femmes
19 h 45 - Alors, raconte
20 h 00 - JOURNAL
20 h 30 - Le grand diction-
naire de la chan-
son.
21 h 25 - Triganes sans
frontières
22 h 30 - Pleine page
23 h 30 - JOURNAL et fin

A2

18 h 30 - JOURNAL
18 h 40 - Le palmarès
des enfants
18 h 55 - Des chiffres et
des lettres
19 h 20 - Actualités
Régionales
19 h 45 - Y'a un truc
20 h 00 - JOURNAL
20 h 40 - Les dossiers de
l'écran
Zeppelin
Débat
23 h 30 - JOURNAL et fin

FR3

19 h 20 - Actualités
Régionales
19 h 40 - Tribune libre
19 h 55 - Flash Journal
20 h 00 - Les jeux de 20 h
20 h 30 - Westerns,
Aventures
Le trésor du
pendu
JOURNAL et fin

feuilleton

HON DAT

DE ANH DUC

RÉSUMÉ :

Ngan et deux partisans sont de retour de leur expédition dans la cocoteraie.

30^e ÉPISODE
TU NGHIEP

— J'ai l'impression, fit Ngan, que les troupes sont démoralisées. Si seulement on pouvait lancer nos appels pour hâter leur décomposition !

— Seuls Tam Chan et la population sont en mesure de le faire, fit Ba Ren. Ici, on leur cogne dessus à chaque apparition, pas le temps de faire des appels !

— Mais si ! on pourrait le faire, intervient Tu Nghiep. Il suffirait de quelques porte-voix. On les raisonne, tout en les culbutant. Comme ça, on hâtera leur dislocation.

— Tout cela est bien joli, fit Ngan, mais où trouver des porte-voix ?

Après un moment de réflexion, Tu Nghiep proposa :

— On va faire ceci pour remplacer l'étain qui nous manque. La jarre aux ossements est recouverte par des spathes d'aréquier. On peut en faire des porte-voix. Les mânes des martyrs n'y trouveront certainement pas à redire.

— Mais oui ! dit Ba Ren. Ils ne s'affligeraient que si nous capitulions. D'ailleurs, les morts sont bien morts, n'est-ce pas ?

— Voyons, Ba Ren, ne dites pas des inconve-

nances, protesta Tu Nghiep. Il faut respecter le repos des morts, je crains, en y portant la main, de troubler leur sérénité.

Ba Ren se tut, puis reprit en baissant et traînant la voix :

— Vous savez, je constate depuis quelque temps chez vous un retour aux idées superstitieuses.

— Mais non ! il ne s'agit pas de ça ! je... je... Tu Nghiep protesta en bafouillant.

Hai Thép l'apaisa d'un geste en riant :

— Allons ! allons ! Ce n'est pas une preuve certaine de superstition chez Tu Nghiep, mais si ces spathes peuvent servir, allez-y sans hésitation. Ils seraient plutôt ravis, nos morts. Allez-y mon vieux !

— Bon, bon, je m'en charge. C'était pour dire...

Tu Nghiep acceptait de faire des porte-voix, mais il était néanmoins mécontent de la remarque de Ba Ren. Il se défendait d'être superstitieux, bien qu'il crût au Ciel et au Bouddha. Au cours de quelques agapes, il avait dit en se grattant les côtes : « Si les trois milliards d'êtres humains de cette planète ne croient plus au Ciel et au Bouddha, il en restera toujours un ». Puis tournant son index vers sa poitrine, il avait ajouté en scandant les mots : « Et cet homme s'appelle Tu Nghiep ! »

Il avait renoncé au régime végétarien, car, selon son expression :

— C'est le cœur et non l'estomac qui est en cause. Avec le régime végétarien, on n'a pas suffisamment de force pour labourer. Et puis, ça vous fait le teint pâle, ce qui est moche.

Fait extraordinaire, ce croyant aspirait de toute son âme à devenir membre du Parti. Une fois, il avait demandé à Hai Thép s'il pouvait être admis.

— Mais oui, lui avait répondu Hai Thép. Seulement il faut regarder la vérité en face. Le membre du Parti respecte la foi des adeptes de toutes les religions, mais ne croit pas lui-même à l'existence de Dieu, du Bouddha ou du Ciel. Je vous le dit franchement, sans détour. Nous, on croit à l'existence des exploités et des exploités. On croit qu'en combattant tous ensemble les Américano-diémistes, nous aurons le bonheur, les paysans auront la terre et les religions seront sauvegardées.

Tu Nghiep était tout à fait d'accord pour la lutte contre les Américains et Ngo Dinh Diem. Mais en entendant Hai Thép préciser ce que doit être un membre du Parti, il convenait en lui-même qu'il lui était difficile de le devenir. C'était cela, le fond de sa peine. Il désirait une chose avant d'en finir avec son contraire.

La plaisanterie de Ba Ren avait réveillé cette peine secrète. Tu Nghiep n'était nullement offusqué. Il n'était d'ailleurs pas dans sa nature de se fâcher longtemps contre quelqu'un.

(à suivre)



GUADELOUPE : UNE JEUNE NATION EN LUTTE

U.T.A. - U.P.G. - U.G.T.G.

Par Christine VAIVRE

S'ORGANISER POUR LA LUTTE

Après avoir examiné quand et comment étaient nées l'UTA, Union des Travailleurs Agricoles, l'UPG, Union des Paysans Pauvres de Guadeloupe et l'UGTG, Union Générale des Travailleurs de Guadeloupe, quelles étaient leurs méthodes de fonctionnement, nous allons voir aujourd'hui comment ces syndicats organisent les masses dans la vie quotidienne.

On peut parler maintenant de ce qu'il y a de plus spectaculaire dans les méthodes de travail apportées par l'UTA, l'UPG et l'UGTG : la pratique du «coup de main». C'est une tradition ancienne en Guadeloupe. Un paysan qui devait

faire la récolte de sa canne sur un ou deux hectares faisait appel à ses voisins, à sa famille, à des amis pour l'aider. En retour, le paysan allait les aider le jour de leur récolte. C'était une espèce de solidarité contre la misère.

LES «COUPS DE MAINS»

Mais cette pratique avait des aspects négatifs : il existait par exemple des rapports d'argent. Le propriétaire du champ sur lequel on faisait le «coup de main» donnait parfois à ceux qui l'aidaient une paie, une récompense en argent. C'était aussi l'occasion de dépenses importantes, inutiles : il y avait tout un rituel, celui qui organisait le coup de main procurait de quoi nourrir et régaler tout le monde. Mais pour l'essentiel, le coup de main était un acte de solidarité.

L'UPG a repris ce principe, en essayant d'éliminer ce qu'il contenait de négatif, en y ajoutant des choses positives. Tout rapport d'argent est supprimé. L'organisation d'un «coup de main», actuellement, n'est pas laissée au hasard, mais organisée par l'UPG. Par exemple si, dans une région, il y a vingt ou trente paysans qui doivent

couper leur canne à telle période de l'année, ces paysans vont à l'UPG et un plan est établi : tel jour, il y a «coup de main» sur tel champ.

Les «coups de main» réunissent les paysans pauvres mais aussi les ouvriers agricoles qui n'ont pas de champ de canne et sont salariés, et des intellectuels qui font l'effort de se lier aux masses. Au début, beaucoup d'aspects négatifs subsistaient : la dépense que faisait celui chez qui on faisait le «coup de main» : il recevait pratiquement tous ceux qui venaient en leur donnant des sandwiches et à boire, ou alors, entre deux coups de coutelas, un verre de punch circulait, ce qui était très négatif. Progressivement, l'UPG a éliminé tout cela. Actuellement, les participants amènent leur casse-croûte, celui chez qui a lieu le «coup de main» ne fait plus de dépenses inutiles, et l'alcool a été totalement supprimé.



Un groupe d'entraide à l'heure de la pause

LES ÉCOLES DU SOIR

Pour les syndicats, il y avait une tâche importante, pouvoir à l'éducation politique des travailleurs, mais aussi à leur instruction, c'est à dire l'alphabétisation. Pour renforcer son exploitation, le colonialisme s'appuie sur les idées rétrogrades, mais aussi sur l'ignorance des masses. Quand les capitalistes parlent du succès de la «départementalisation», ils disent que tous les enfants sont scolarisés. Mais il y a beaucoup d'analphabètes, dont certains qui le sont redevenus. Dans les cours d'éducation populaire, l'alphabétisation n'était pas présentée comme une action humanitaire, mais comme liée à la lutte de classe. Pour les paysans, apprendre à lire va leur permettre de mieux comprendre, de mieux lire une fiche de paie. Dans ces écoles, les travailleurs apprennent aussi leur pays, sa géographie, son histoire, l'histoire de la lutte des classes en Guadeloupe.

Evidemment, il y a le

problème des méthodes d'enseignement. Dans ces écoles, il n'y a pas d'instituteur qui dispense ses connaissances du haut d'une chaire. Il y a un échange : les paysans s'éduquent auprès des intellectuels, mais aussi les intellectuels s'éduquent auprès des travailleurs. Ces écoles sont sous le contrôle des travailleurs. Ils peuvent mettre à la porte un intellectuel s'il ne répond pas à leurs besoins, si la ligne politique qu'il suit va à l'encontre de celle des travailleurs. Il peut arriver qu'un révisionniste soit bon professeur d'économie, qu'un instituteur ait de bonnes méthodes pédagogiques. Mais on ne leur demande pas de venir seulement avec leurs connaissances, mais aussi avec leur point de vue de classe, leur position politique. Les paysans contrôlent donc tout : du lieu où se font les cours jusqu'aux gens qui font les cours. Ils s'occupent parfois de construire les écoles, de fabriquer des bancs... Ils

s'occupent aussi de mettre de l'ordre. Il arrive souvent que dans les campagnes, il y ait des saboteurs qui veulent empêcher les cours : soit des travailleurs trompés, soit des gosses qui se moquent des adultes qui apprennent à lire. Là aussi c'est l'affaire des paysans de résoudre ce type de problème.

Les écoles populaires jouent un rôle important dans l'éducation politique des travailleurs. C'est le lieu où on vient apprendre, mais aussi où on discute, on tire les leçons des luttes. Lors de la tenue du congrès de l'UGTG, le contenu des interventions, leur niveau politique étaient élevés. Cela a frappé beaucoup d'intellectuels.

La progression du niveau politique, la compréhension même de certains phénomènes comme le révisionnisme ou la nécessité de l'indépendance nationale en Guadeloupe sont le fruit des luttes, du travail fait dans les masses travailleuses.



Participation à un «coup de main».

LES GROUPES D'ENTRAIDE

Progressivement, le système du «coup de main» a été perfectionné. Dans des régions, l'UPG a créé des groupes d'entraide. C'est une forme stable d'organisation, qui regroupe un nombre déterminé de paysans. A ce groupe participent des ouvriers, des intellectuels qui habitent la région et participent régulièrement à ce groupe d'entraide. Il existe aujourd'hui en Guadeloupe plusieurs groupes d'entraide qui sont responsables de l'organisation des «coups de main» dans une région.

Les groupes d'entraide se rassemblent aujourd'hui dans des coopératives d'entraide. Il en existe aujourd'hui un certain nombre. Les groupes d'entraide ont trois principes de fonctionnement :

- la démocratie, les décisions sont prises en commun, après discussion et à la majorité.
- la libre adhésion, il n'est pas question de forcer un paysan à participer à un groupe d'entraide.
- les avantages réciproques, ceci fait

référence aux rapports d'argent dont nous avons parlé avant.

Les «coups de main» ont permis de briser l'isolement qui existait. Dans le temps, ils étaient limités à la famille, pas la famille française, la famille guadeloupéenne avec les cousins...

Aujourd'hui, en plus des «coups de main» régionaux, il y a les «coups de main» de solidarité qui regroupent l'ensemble des travailleurs. Ça a permis aux paysans de voir plus loin que leur petit lopin de terre. Il y a des aspects idéologiques : les «coups de main» ont permis de lutter contre l'individualisme. Cela a permis aussi de mener une action sanitaire et particulièrement contre l'alcoolisme. Les «coups de main» sont aussi l'occasion d'engager des débats politiques sur la situation en Guadeloupe mais aussi sur la situation internationale...

Mais aussi les groupes d'entraide ont permis de lutter contre l'encadrement capitaliste à la campagne, ce que nous

appelons les CUMA. Coopératives d'Utilisation du Matériel Agricole. L'avantage avec les CUMA, c'était que la canne du paysan était coupée plus vite avec la machine, qu'elle était sûre d'être broyée à l'usine, mais c'était

un encadrement capitaliste. Ça correspondait, pour les capitalistes, au besoin de développement du capitalisme à la campagne. Créer les groupes d'entraide permettait d'empêcher les paysans d'aller dans les CUMA.

L'AGRICULTURE DE RÉSISTANCE

Il faut savoir que le paysan guadeloupéen est très dépendant du capitalisme usinier, dans la mesure où son seul moyen d'avoir des ressources est de vendre sa canne à l'usine. Ceci l'empêche de tenir une grève très longtemps. Il faut donc encourager les paysans à pratiquer, sur leurs terrains, des cultures vivrières. Cette propagande ne peut porter des fruits que si elle se fait à l'intérieur d'une structure, c'est le groupe d'entraide.

L'UPG appelle cela l'agriculture de résistance. Pour elle, il faut que les paysans plantent autre chose que de la canne mais consciemment, en se disant qu'il faut être moins dépendant. Il y a une confusion à ne pas faire, ce n'est pas en développant l'agriculture de résistance, en supprimant partout la canne qu'une solution finale sera apportée au colonialisme. L'agriculture de

résistance n'est pas une fin en soi, c'est un moyen qui permet de faire comprendre aux paysans qu'eux aussi doivent penser à l'économie du pays, à leur propre économie individuelle. Si on ne lie pas l'agriculture de résistance au problème du pouvoir politique, ça peut dégénérer. On a déjà vu des paysans s'organiser en coopératives dans le système capitaliste.

Les groupes d'entraide présentent aussi un intérêt pour les intellectuels patriotes qui veulent lutter, qui font l'effort de se lier aux masses ouvrières et paysannes. Ces intellectuels, s'ils veulent se lier vraiment aux travailleurs, peuvent participer au groupe d'entraide, mais en y allant tous les jours. Il y a alors une liaison qui se crée, dans le travail, dans le débat politique.

Ce sont là les aspects essentiels des groupes d'entraide.